

tribune

socialiste



*sois
belle
et
tais
toi*



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
François BARBET - Michel CA-
MOUIS - Françoise CLAIRE -
Ken COATES - Pascal DORIVAL -
Nidal FALASTINE - Gilbert HER-
CET - Pascal HONORE - Bernard
JAUMONT - Thierry MORUS - Domi-
nique NORES - Henri SAIGRE -
Lucien SAINTONGE.

Photos : A.F.P. (12, 14, 16, 17) —
BOOJUM: G. AIME (4) — J.-P. PAP-
PIS (5, 9) — M.D. PUECH (5, 6) —
P. LEBRUN (3, 4, 5, 17) — J.-P.
LELOIR (20) — D. VERIN (20) —
D.R. (8, 11, 15, 18, 20).

Dessins : BAROU (12) — CABU
(19) — P.L.B. (1, 12).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

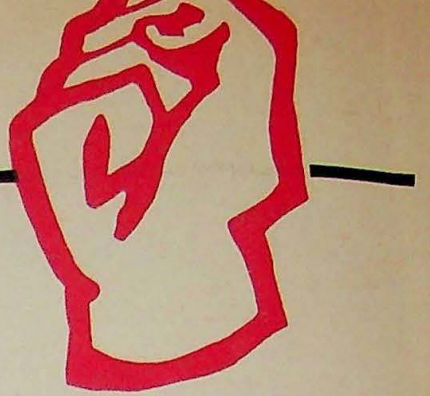
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.



■ Mais quel est donc ce régime, quel est donc ce pays où nous essayons de vivre quand même ? Quel travailleur, quel étudiant, quel lycéen peut-il se reconnaître dans cet Auvergnat en frac et ses glaïeuls dérisoires ! Pleure, Marianne aux beaux nichons casqués ; et félicite-toi de n'être qu'un buste : ils auraient pour toi remis en honneur la ceinture de chasteté.

L'actualité suinte le dégoût par tous ses pores. Et il faut des pincettes pour être journaliste dans la France de Pompidou. Et des bottes d'égoutier.

La seule note fraîche de cette semaine fut cette merveilleuse manifestation de dimanche dernier, de la Bastille à Nation. Une fête de l'intelligence contre la bêtise au front bas des bicornes et des képis (p. 3 et 4).

■ Car la semaine fut rude de Druon à Galley ! Si encore il ne s'agissait que de discours... Mais les actes sont là, en contrepoint sinistre des envolées ministérielles. Tchac ! le couperet de la guillotine est tombé à Marseille. Il est vrai que ce n'était jamais qu'une nuque d'Arabe.

Annie Ferret, elle, a toujours sa jolie tête sur les épaules. On ne guillotine plus les avorteuses, on se contente de les inculper. Question : Combien de médecins honorablement connus ont payé leur chasse en Sologne avec les coquets cachets des avortements clandestins ?

Annie Ferret et ses amis — ceux de Grenoble ou d'ailleurs — ont commis le crime de délivrer gratuitement les femmes, de fœtus dont elles ne voulaient pas (p. 5, 6), et dont elles se seraient débarrassées de toutes façons, fric, sonde ou persil. Quitte à en crever, comme cette mère de Châtelleraut, il y a quelques jours. Le débat académique sur « le respect de la vie » passe après cette réalité-là, il serait bon qu'on s'en persuade enfin.

■ La répression chez Renault, les méthodes fascistes de la CFT, chez

Peugeot ou Citroën (p. 8), là encore il ne s'agit pas de mots, mais de faits. Pas un hasard non plus si le secteur de l'automobile est devenu le point le plus chaud de la lutte des classes. Le rôle de la bagnole, dans notre société, est devenu essentiel, et pas seulement dans le domaine économique (p. 16-17).

Il existait encore un secteur, dans l'immobilier et l'urbanisme, qui échappait partiellement à l'emprise des banques : les H.L.M. Là aussi s'organise la reprise en main (p. 15). Le fric bientôt, tiendra tout, partout.

■ Reste à se battre, et à rire quand même. Restent la lutte et la fête. La lutte pour renverser un jour cet ordre pourri. La fête, pour ne pas crever.

La fête de Colombes (p. 20) sera

joyeuse et militante. Elle se prépare, activement. Des camarades y consacrent leur temps, leur force et leur talent. Vous pouvez venir les aider, c'est pas de refus !

Vous avez aussi, ne l'oubliez pas, l'avenir du parti et de son journal entre les mains. Il faut des abonnements, encore, encore. Il faut de l'argent, beaucoup, beaucoup. La souscription continue, elle doit permettre d'éponger très vite les dettes de la campagne électorale. L'asphyxie financière est une autre façon de tuer la liberté.

Que tous ceux qui pensent que ce parti est porteur d'espoirs pour l'avenir, se mobilisent et se regroupent : en face, ou bat le rappel des forces de la réaction.

B.L. ■

CALENDRIER POLITIQUE

- **ECOLE** : réunion des étudiants et enseignants du secteur université. Samedi 19 mai, 14 h 30, 9, rue Borromée (bilan de l'intervention du PSU dans l'université. Possibilités d'intervention dans la période à venir).
- **PALESTINE** : manifestation à Paris le samedi 19 mai. A l'appel de la GUPS (Etudiants palestiniens) du PSU et de l'ensemble des organisations révolutionnaires. En principe de la République au Père-Lachaise. 15 heures.
- **AUTOGESTION** : colloque : auto-gestion et organisation politique. Organisé par le Comité de liaison pour

l'Autogestion socialiste (AMR, CIC, OS, PSU). 19 et 20 mai, salle Lancry, rue de Lancry, Paris.

● **AUTOMOBILE** : journée nationale de la branche automobile samedi 19 mai, 10, rue Borromée. Analyses des luttes. Situation économique de la branche. Organisation du travail dans les entreprises. Préparation d'une réunion internationale.

● **Le front arabe pour la participation à la révolution palestinienne**, à l'occasion du 15 mai (journée internationale de solidarité avec le peuple Palestinien), organise un meeting LE JEUDI 17 A 21 H AU 115, BD SAINT-MICHEL.

FORMATION

2 et 3 juin : Week-end de formation d'animateurs pour les fédérations du Sud-Ouest.

16 et 17 juin : Idem pour les fédérations du Centre et de la région parisienne.

26 août - 1^{er} septembre : Stage na-

tional de formation aux Guions (près de Briançon).

Les inscriptions doivent être prises auprès des fédérations.

Il est possible de séjourner en vacances avec sa famille aux Guions.

Aux mêmes dates, il y aura sans doute un stage dans les Pyrénées à St-Lary.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

Alors que les prises de position en faveur de la liberté de l'avortement deviennent de plus en plus nombreuses, que la suppression de la loi de 1920 devient un thème politique mobilisateur, le pouvoir, acculé et à court d'arguments, engage des solutions de force.

En manipulant l'information, notamment à la radio, il veut faire croire que les militants de Choisir et du Planning Familial sont accusés de « détournement de mineur ».

La grossièreté de ces atta-

ques est à la mesure du désarroi du pouvoir.

Le P.S.U. s'élève contre les interrogations et l'inculpation dont sont victimes les médecins qui ont pris leurs responsabilités professionnelles et politiques.

Il réaffirme son total soutien aux médecins poursuivis et appelle à la mobilisation aux côtés du MLAC, de Choisir et du Planning Familial, de l'ensemble des forces de gauche et d'extrême gauche pour l'arrêt immédiat de toutes les poursuites.

B.N. du P.S.U.

SOUSCRIPTION 1973

C.C.P. PARIS 14.020.44

9, RUE BORROMEE, PARIS 15^e

Reçu à ce jour 184.875,00 F

Encore un effort pour 216.225,00 F

(au 16-05-73)

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

Pour prendre contact

Je désire prendre contact avec la section P.S.U. la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Profession :

Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU P.S.U., 9, RUE BORROMEE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

liberté

LE Théâtre tend aux hommes leur propre miroir et voilà que ce miroir conteste de plus en plus et que de plus en plus d'hommes s'y reconnaissent, car non seulement ils y retrouvent leurs préoccupations véritables mais ils y voient également s'inscrire les paroles trop longtemps enfouies qui disent qu'une autre société va naître, que la chaleur humaine cela existe, que les rapports ne sont pas forcément « d'intérêt », que la vie peut être un merveilleux jardin...

le grand et beau désir

Nous ne nous y trompons pas, et nous savons bien qu'entre le dire et le faire la route peut être longue. Nous savons bien que la révolution prend forme dans les contradictions issues du système de production. Mais nous voulons saluer ici tous ceux qui disent que... CELA EST POSSIBLE... et qui font mûrir le grand et beau désir.

Voilà que grâce à quelques paroles maladroites d'un quelconque ministre, le fruit sort de terre. Un long cortège. Paris sourit en regardant déambuler une prestigieuse « racaille intellectuelle et artistique ». Cortège silencieux et grave des rêves retenus et de l'espoir tenace...

Lorsque quelques ballons élèveront maladroitement dans l'air de la Place de la Nation une banderolle où s'inscrit le mot de « LIBERTÉ », 15.000 voix entonneront une Internationale vibrante : quand la joie se simplifie, les volontés se soudent.

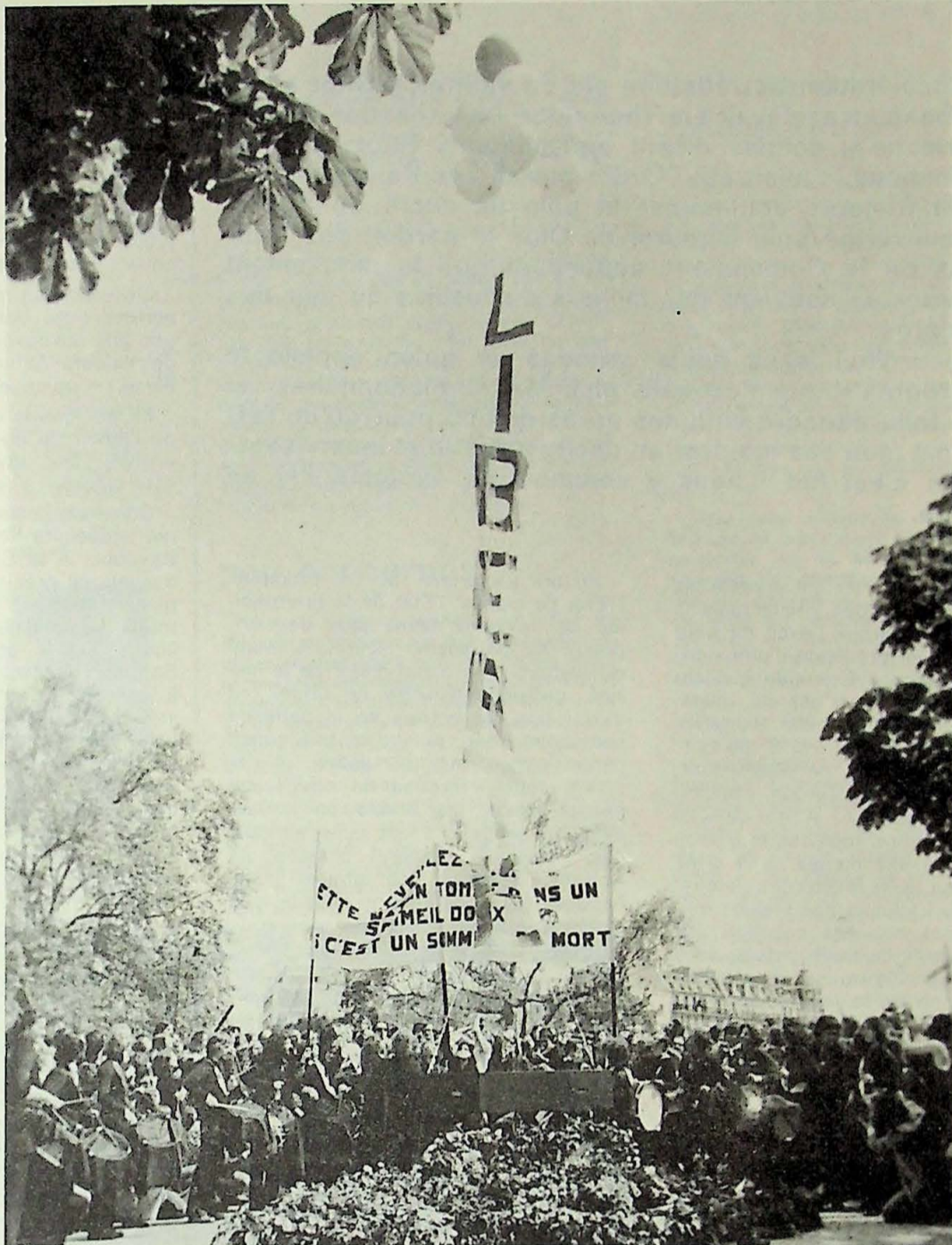
Mais les forces de l'ordre sont là, attentives et s'il le faut efficaces. Non les propos de DRUON n'étaient pas que grossiers.

Le Gouvernement a enfin accouché d'un ministre de la culture qui ne triche pas et qui clarifie le débat !

vigilants

Toute expression est politique. De ce fait, artistes et créateurs ne peuvent qu'être des serviteurs inconditionnels ou récupérés du régime, sinon ils participent à une entreprise de sape des idées reçues, et par là ils remettent en cause les fondements de la société.

Cette société qui est décidément de plus en plus remise en cause : par les O.S., par les lycéens, par les étudiants, par les femmes et même par des « gamines qui vont crier à



bas l'armée... » (comme dit Galley).

Le pouvoir sait parfaitement que la menace est d'importance.

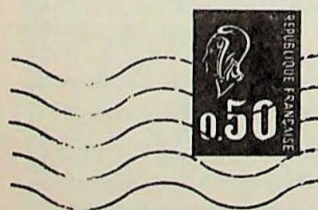
Incapable d'apporter les solutions attendues, il lui faut en toute hâte, faire taire les mécontentements qui s'accumulent. Pour ce faire, il prend des mesures d'intimidation, forme de répression sournoise qui a le mérite de passer parfois (pas toujours) inaperçue :

menaces patronales envers les militants politiques et syndicaux, renvois arbitraires de lycéens, suppression de subventions « culturelles »... Il espère que cela suffira.

Les nations qui acceptent ce joug-là s'endorment pour longtemps.

Leurs militants qui continuent le combat, connaissent la plus dure des répressions. Plus que jamais il faut être vigilants.

Henri SAIGRE.



à propos de la notion de peuple juif

Dans son article de « TS », la camarade « Falastine », dans son zèle (louable et juste) de défense des Palestiniens, en vient à nier l'évidence pour mieux prouver encore la justesse de la cause : le peuple juif n'existerait pas !

Il est curieux de constater l'incapacité d'utilisation du terme « peuple » au sens marxiste du terme - d'où des affirmations stu-

pides niant les faits. On entend par « peuple » l'ensemble des couches et classes qui sont opprimées et exploitées par la classe dominante, et donc qui ont, pour un aspect au moins, des intérêts communs avec la principale classe exploitée. De ce point de vue, Pompidou ne fait pas partie du peuple de France, ni Hussein du peuple Arabe !

Aujourd'hui et très simplement, font partie du peuple tous ceux qui sont exploités par le capitalisme et donc ont un intérêt commun à mener la lutte avec le prolétariat.

Si les juifs, avant le capitalisme, étaient constitués en communauté dont le ciment était religieux, il est vrai que l'apparition de la classe dominante, n'a pas constitué un facteur d'oppression spécifique, d'où, dans les pays capitalistes, la tendance à l'assimilation, à la disparition. Par contre, dans les pays féodaux passés sous la coupe de l'impérialisme, la Russie des Tsars par exemple, l'oppression systématique des Juifs

(et des Polonais) a constitué les uns et les autres en peuple et donc conduit ceux-ci à rechercher leurs racines (dans la langue, la culture, l'origine).

Mais c'est le nazisme qui a constitué les juifs en peuple, car il a entraîné, par sa persécution de principe — et ceci dans le monde entier, une entrée de force de tous les juifs dans le camp de l'anti-nazisme, aux côtés du prolétariat.

La révolte du ghetto de Varsovie est le fait d'arme du peuple juif tout entier, toutes classes confondues. Mais elle a été dirigée par le prolétariat juif, seule force capable de mener la lutte jusqu'au bout.

Le sionisme, qui n'était rien avant la guerre mondiale, sinon l'expression du colonialisme le plus élémentaire de la bourgeoisie juive, s'est coulé, à cette période, au sein du peuple juif pour prendre la direction de la lutte et la dévoyer vers le nationalisme chauvin

(comme certains réactionnaires essaient de le faire pour les Bretons).

Le nazisme disparu, c'est le sionisme lui-même, l'état qu'il a créé, qui est devenu l'adversaire principal du peuple juif... de même qu'une fois l'impérialisme japonais liquidé, c'est Tchang Kai-Chek qui est devenu l'adversaire principal du peuple chinois. C'est le sionisme qui persécute le peuple, crée le racisme, exerce sa dictature sur le prolétariat et le peuple de la Palestine occupée et au delà sur les juifs du monde entier (1).

(1) Un exemple, les travailleurs juifs du 18^e arrondissement de Paris, d'origine « sepharade », c'est-à-dire d'Orient, sont descendus dans la rue pour protester contre le meurtre de Djellali, de Mohammed Diab.

Mais la dictature sioniste qui pesait sur eux, à la fois idéologique, politique, et physique (le service d'ordre de ces messieurs est

Ce n'est pas par hasard si les camarades juifs de « Front Rouge » ont été spécialement torturés. Ils sont les premiers combattants à visage découvert du peuple juif contre son ennemi, l'état sioniste, donc, tout naturellement, ils sont aux côtés des Palestiniens. C'est sur ces bases que la convergence est possible avec le peuple palestinien contre l'ennemi commun, l'impérialisme sioniste.

Nier l'existence du peuple juif, c'est faire un cadeau royal à Golda Meir... Curieuse façon d'être solidaire avec les fedayin !

A. BEHAR ■

impressionnant) les a empêchés de rejoindre leurs frères arabes dans la protestation contre le meurtre de Mahmoud Hamchari... Alors... où est leur adversaire principal ? N'est-ce pas dans la lutte contre lui qu'ils pourront rejoindre le combat du prolétariat en France et faire aussi partie du peuple ? N'est-ce pas ainsi qu'ils pourront être une minorité nationale en France ?

« ...sortir l'esprit du cachot... »

L'accélération de l'Histoire est un vain mot. Sitôt après Robespierre, ç'avait été Thermidor. La « réaction thermidorienne », comme disent les manuels. Sitôt après la Commune, ç'avait été l'Ordre moral. Les Parisiens peuvent toujours contempler le pain de sucre du Sacré-Cœur, érigé pour implorer de Dieu le pardon des « crimes de la Commune », cependant que le mouvement ouvrier se souvient des milliers de fusillés du mur des Fédérés.

Aujourd'hui, sans doute grâce à ce qu'on appelle le « progrès », on n'exécute plus les révolutionnaires, et il a fallu attendre cinq ans après mai 68 pour qu'un fascisme mou ose montrer au découvert son hideux visage. Mais c'est fait : nous y sommes. Le système est en place.

M AI 68 avait fortement ébranlé les consciences des intellectuels libéraux. Malraux l'avait dit pour eux : on était en présence d'une « crise de civilisation ». Crise de civilisation, qu'est-ce que c'est au juste, s'étaient demandé l'épicière parisienne, le notaire d'Orléans, le P.D.G. de Bordeaux, le pharmacien de Montélimar, le parent d'élève de Verdun, l'ancien combattant de partout ? A vrai dire, ils n'y croyaient guère, tous ces braillards de la majorité silencieuse, à la crise de civilisation, à la faillite des valeurs morales, à la caducité des vieilles institutions, dont on leur rebattait les oreilles. Ils se le disaient parfois, dans des dîners en ville ou des week-ends à la campagne : « Je leur en foutrais, moi, de la crise des valeurs ! Malraux, Chaban et compagnie, c'est des faibles. Je leur ferais voir, moi, à ces petits lycéens, à ces ouvriers qui se croient tout permis, aux mecs de la Maison de la culture. Un bon tour de vis, c'est bien ça, qu'il nous faudrait. C'est bien votre avis, non ? ».

enfin tranquilles

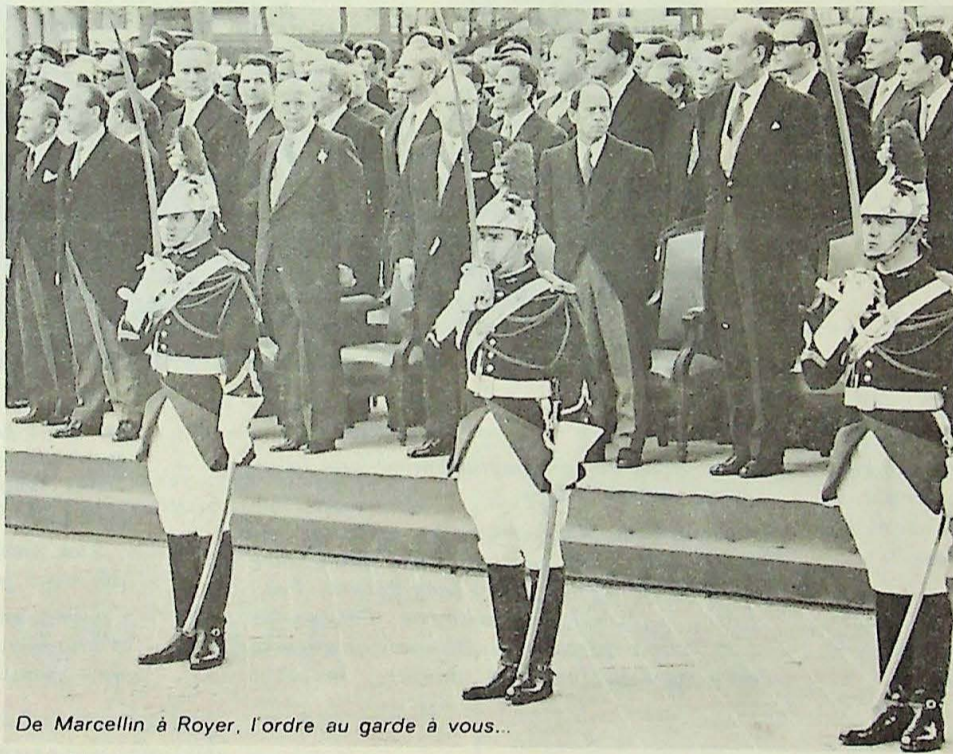
C'était bien leur avis, mais en même temps, ils avaient peur. Disons plutôt, une sorte de crainte diffuse : et si, après tout, ces jeunes qu'ils ne comprenaient plus, ces Arabes crasseux, ces contestataires chevelus et barbus, et s'ils avaient le pouvoir de tout emporter ? Et si, après tout, les Marchais, les Seguy, les Mitterrand avaient les moyens de se servir de tout ça, et de s'installer au pouvoir ? Méfiance, méfiance. On avait bien gagné les élections de 68, mais c'était dans la foulée des horribles barricades et des incendies de voitures. Tout était loin d'être assuré.

Et puis, on se réveille, cinq ans après : tout va bien. Tout va très bien ! Les élections : un franc succès. La gauche : un échec. Le Parti communiste : battu et tranquille. Les gauchistes : volatilisés. Rocard : éliminé. Si on se mettait à respirer, docteur ? Et si on se mettait à réagir ?

Et la réaction, fière d'elle-même, désormais sûre d'elle-même, peut arborer enfin tranquillement sa bêtise, et briller de toutes ses facettes. Fontanet peut menacer les lycéens et les étudiants, Malaud peut s'en prendre aux « mabouls intellectuels » de l'O.R.T.F., Poncelet peut dénoncer « l'immigration anarchique », Marcellin peut marcelliner à son aise. Enfin tranquilles, allons-y, l'heure de la revanche au grand jour a sonné.

Et c'est bien un système qui s'installe. Les intellectuels libéraux, gentils paravents de la société de concertation, cèdent la place. C'est le règne de Pompi XII, de la médiocrité bourgeoise aux bottes ferrées et à la culture casquée. On va s'exprimer, on va cogner et on va triompher. Tranquillement.

Et on s'exprime, et on triomphe. L'Etat de classe, l'Etat de la bourgeoisie ne se pare même plus des oripeaux du pluralisme libéral. L'amiral de Joybert, chef d'état-major de la marine, qu'aucun ministre ne bride, fait savoir que les bornes de la patience sont dépassées, puisqu'on ose considérer l'armée comme nuisible, et dénonce cette « fraction du clergé qui pense sauver les brebis en hurlant avec les loups ». Il est suivi en cela par l'ingénieur général Hugues de l'Estoile, directeur des affaires internationales à la délégation ministérielle



De Marcellin à Royer, l'ordre au garde à vous...

pour l'armement, qui de surcroît entend donner ses lettres de noblesse au commerce des armes. Le ministre Galley ajouta un point d'orgue — hélas provisoire, car d'autres partitions ne manquent pas d'être bientôt jouées — en dénonçant comme « criminelle » une entreprise de « dénigrement » de l'armée, « cette conspiration où la volonté de nuire reçoit le renfort de l'inconscience et du laisser-aller », et dans laquelle bien sûr il croit voir la main « d'agitateurs résolus ».

répression

L'armée traditionnelle, l'armée au service des possédants, a donc réagi. Et des forces vives de la police, la même réaction s'est déjà fait entendre. De jeunes policiers de Paris, des membres des compagnies d'intervention, certains de ces chiens perdus qui ont pris le collier de la police après 68, autant pour des raisons idéologiques — la volonté d'en découdre avec les gauchistes et les étudiants — que pour la paie et pour l'uniforme et qui de surcroît sont quotidiennement « travaillés » par les réseaux fascistes et par

l'action psychologique de leur ministre, certains de ceux-là ont publiquement dénoncé, lors du XIVe Congrès du syndicat général de la préfecture de police de Paris, la prétendue dureté de la justice envers les policiers coupables d'abus caractérisés, et la prétendue faiblesse des institutions envers les « Fauteurs de troubles ».

De l'appareil répressif d'Etat, monte partout cette clameur — saluée avec une joie retrouvée par l'extrême droite de Valeurs Actuelles et de Paul Dehème — qu'on en finisse !

Et, puisque la contestation avait fait de l'idéologie un terrain d'attaque privilégié, les appareils idéologiques vont riposter à leur tour.

On le sait, c'est Pompidou lui-même qui a désigné Druon et Malaud — et Baudouin à la SOFIRAD — le grand dessein se précise : les périphériques plus étroitement surveillés par un factotum du régime ; l'O.R.T.F. mis en coupe réglée par Malaud, Baudrier, Sabbagh, Guillaud et ce pauvre Conte à rebours ; toute l'action culturelle à son tour mise au service du régime, sous les auspices d'un ministre à la bouffonnerie sinistre — dont le premier acte à son ministère aura été de faire installer une sonnette à l'entrée, de façon que les huissiers l'attendant à la porte de son bureau, soient bien au garde-à-vous au moment où il franchit sa porte...

Des animateurs de théâtre au garde-à-vous, voilà maintenant ce qu'il faut à ce régime, régime imbécile qui croit que c'est Beaumarchais qui renversa la monarchie. Régime d'ordre moral, qui préfère « Au théâtre ce soir » à Patrice Chéreau, régime infantile qui veut supprimer la culture, car jamais la création ne fut, depuis la Révolution industrielle, au service du pouvoir. Pas vrai, Goebbels ? Pas vrai, Jdanov ?

le régime mis à nu

Régime enfin mis à nu qui bafoue les principes au nom desquels il prétendait être légitime. Qu'est devenu le dogme, enseigné dans les écoles et les facultés de Droit, de la neutralité, de la laïcité, du pluralisme de l'Etat ? On nous le dit clairement : demander l'aide de l'Etat, c'est tendre la sébile. Vouloir, au théâtre, mettre en cause la société, c'est se mettre en dehors de la collectivité nationale. Ce ne sont plus les seuls révolutionnaires qui voient dans l'Etat un Etat de classe : ce sont les représentants qualifiés de la bourgeoisie eux-mêmes qui ont jeté le masque, et qui foulent aux pieds le

cocktail Molotov n° 1

« Les grands écrivains, en quelque pays que ce soit, sont toujours comme un Etat dans l'Etat ; tous les régimes leur préfèrent les médiocres. »

Alexandre Soljenitsyne.
Les droits de l'écrivain.

L est épais comme la bêtise, lourd comme le silence de l'esprit, gominé comme la suffisance. S'il fait l'oraison funèbre d'un grand peintre, c'est pour dire qu'il était un grand peintre ; s'il dénonce les artistes révolutionnaires, c'est pour les traiter de subversifs. Il canonise les contestataires d'hier et canoniserait volontiers ceux d'aujourd'hui. On lui dit « liberté », il objecte



« licence » et répond « répression ». Si ses propos ont des relents fascistes, c'est parce qu'il a écrit l'un des plus beaux hymnes de la Résistance.

Il veut gouverner, non pas inaugurer, mais rêve de statues des grands hommes pour l'édification des petites gens et si les crédits lui interdisent de faire faire plus qu'un buste, il restera au moins les maximes sur les piédestals. Son prédécesseur chantait les cathédrales et faisait sortir des ombres un peuple de la nuit, il ne rêve que de faire rentrer dans la nuit ces ombres encore fragiles qui chantent le combat du peuple.

Anticommuniste juré, il est jdanovien en diable : il rêve d'artistes aux ordres, non pas pour faire quelque chose de grand ou de sublime, mais parce que l'ordre c'est l'ordre comme la France c'est la France, et qu'il vaut mieux avoir une certaine idée que pas d'idée du tout et surtout que d'en avoir plusieurs...

Foin du théâtre, du cinéma, de la musique et de la danse, s'ils ne doivent pas dire que le Président est grand et qu'il est son prophète ! Et là où d'autres hier sortaient un revolver, il entonne aujourd'hui le clairon de la provocation.

En d'autres temps, on en eût fait un ministre de la Propagande, ou du Culte ; de Joseph Prudhomme académicien, M. Pompidou a préféré faire un ministre de la Culture.

Thierry MORUS ■

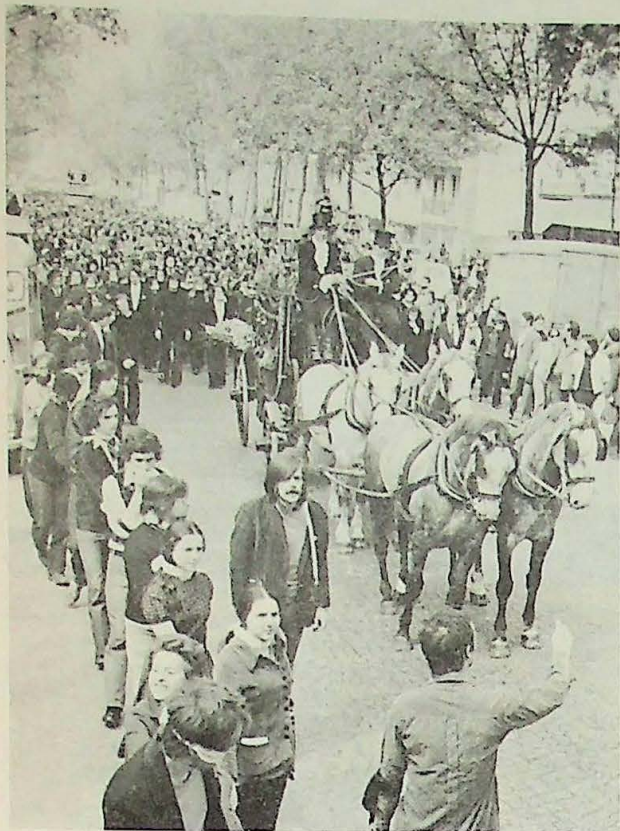
fameux décor représentant l'Etat-arbitre, transparent au delà des conflits politiques, et accordant à tous sa bienveillance tutélaire.

L'Etat d'une bourgeoisie arrogante nargue le peuple de France — qui jamais dans l'Histoire de la République ne fut doté d'un gouvernement à la fois aussi nul et aussi réactionnaire. Pompidou accueille Fayçal d'Arabie au nom de la France chrétienne. Le pornographe Royer règne sur les commerçants. Bosc est mort, et Galley vivant : c'est un scandale. L'O.R.T.F. est la voix de la France. Les appareils répressifs et idéologiques sont en place, et déjà leurs rouages font entendre de sinistres grincements.

Comarade, entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne ?

Qu'on enchaîne tranquillement ? Merci, camarades du syndicat de la magistrature, du syndicat C.F.D.T. de la police, camarades connus et inconnus de la splendide manif de la Bastille, merci d'avoir commencé un nouveau combat, de contribuer à redonner l'espoir. L'espoir, la certitude, d'une victoire qui ne sera pas seulement celle des travailleurs sur la bourgeoisie. Mais aussi d'une victoire de l'intelligence et de la générosité sur l'abâtissement et la vulgarité.

Gilbert HERCET ■



MANIFS
Ci-contre : la manifestation du 13 mai pour la défense de la liberté d'expression. Ci-dessous : celle du 12 mai contre la liquidation de la résistance palestinienne par les réactionnaires arabes.



le reflux

Depuis la rentrée de Pâques, le mouvement étudiant est sur le reflux. La quasi-totalité des facs ont repris les cours ; la faiblesse du cortège étudiant lors de la manif du 1^{er} Mai est là pour témoigner que le mouvement étudiant est en perte de vitesse.

Quelles en sont les raisons ?

Comme nous l'avons déjà souligné, (« T.S. » numéro 576) la mobilisation en milieu étudiant n'a jamais atteint quantitativement et surtout qualitativement la mobilisation lycéenne. En effet, dans les facs parisiennes en particulier, les étudiants se sont mobilisés essentiellement pour soutenir le mouvement lycéen dans sa lutte contre la loi Debré et non contre le D.E.U.G. réforme universitaire qui touche plus directement le milieu étudiant. La mobilisation était donc en partie extérieure aux préoccupations des étudiants.

peu concernés

Mais la raison essentielle du reflux du mouvement étudiant est due à l'absence de débat pendant toute la grève sur les perspectives du mouvement. La question fondamentale qui n'a jamais été abordée est de savoir quelle sorte de victoire peuvent remporter les étudiants en lutte ? De savoir, si cette victoire fait partie intégrante de la lutte des classes, ou n'est que la défense d'intérêt corporatiste ? De savoir s'il est possible de faire reculer Fontanet et d'abroger le D.E.U.G. ? De même les étudiants ont été placés devant une nécessité : réaliser la jonction avec la classe ouvrière sous forme de manifestations. Mais jamais le véritable débat n'a eu lieu pour déterminer la nécessité et surtout les formes de cette jonction.

Pour cette raison les étudiants ne se sont pas sentis concernés par cette jonction et ont peu participé aux manifestations unitaires.

Il était tout à fait possible d'expliquer à l'ensemble des étudiants la nécessité de cette jonction. Alors les revendications

étudiantes prenaient un autre sens. Les étudiants comprenaient la nécessité de trouver des mots d'ordre unificateurs, non contre le retrait des sursis et la réforme universitaire mais contre l'armée et l'école de la bourgeoisie. Les luttes auraient trouvé des revendications intermédiaires sur lesquelles l'unité étudiants-travailleurs pouvait se réaliser (S.M.I.C. pour le soldat, incorporation proche du lieu de résidence).

comme à l'Assemblée

N'ayant pas eu ces débats, les étudiants se sont battus dans les ténèbres et seuls les groupes politiques savaient où ils allaient : les uns (Ligue Communiste) voulant contrôler le mouvement pour mieux le récupérer, profitaient de cette obscurité pour rester à la direction du mouvement, les autres (Révolution) voulant emmener le mouvement dans les sentiers battus de l'antisyndicalisme ouvrier ; les uns et les autres voulant se servir du mouvement étudiant comme un tremplin pour leur ligne politique : « Le mouvement autonome de la jeunesse pour ouvrir les yeux du prolétariat aveuglés par les bureaucraties syndicales... »

Dans cette optique, la coordination des facultés en grève jouait un rôle particulier, semblable en de nombreux points à la Chambre des députés : une assemblée coupée du mouvement sans véritable débat, où seuls les leaders nationaux soutenus par leurs organisations respectives (Ligue, Révolution, A.I.S., U.E.C., P.S., U.E.C., A.M.R. et même le P.S.U. qui proposait envers et contre tout une véritable autogestion du mouvement) pouvaient s'exprimer avec des discours fleuves. Même quand on se prétend révolutionnaire, se débarrasser du parlementarisme bourgeois n'est pas une mince affaire.

Mais conscients de l'échec du mouvement, un certain nombre d'organisations virent à 180 degrés et proposent de revenir aux strictes préoccupations du milieu : les examens ! Un tel revirement nous paraît dangereux car il conduit le mouvement étudiant à s'enliser dans le corporatisme. Une campagne peut être positive pour le mouvement si elle réussit à resituer le problème des examens dans le cadre global de la sélection sociale, à l'université et surtout dans l'ensemble du système scolaire...

Fabien Domiant
Claude Vaudois ■

libérons l'avortement !

Depuis février dernier, depuis la signature du « Manifeste des 331 médecins » en faveur de l'avortement libre, on se demandait où, et sur qui, allait d'abord s'abattre la répression.

L'honneur d'être le premier signataire inculpé revient à Annie Ferret, médecin de Grenoble, militante de « Choisir » et membre de cette équipe (1) qui, depuis huit mois, pratique l'avortement gratuit dans la région grenobloise (500 interruptions de grossesses en 8 mois : à part ça l'avortement, ce n'est pas un problème !).

Nous publions cette semaine l'interview d'un autre membre de cette équipe de Grenoble, réalisée avant l'inculpation d'Annie Ferret. Appelons-le François.

(1) L'expérience de cette équipe de Grenoble a fait l'objet d'un petit livre publié chez Maspéro, « Libérons l'avortement ». En vente à la librairie de « TS », 6 F.

T.S. : Vous avez rendu service à plusieurs centaines de femmes. Cela peut paraître très satisfaisant, mais est-ce réellement là le but de votre action ?

François : Il est évident que pour 500 femmes qui ont eu la chance d'obtenir un avortement dans des conditions satisfaisantes, des centaines de milliers continuent à se



Annie FERRET. Le premier signataire inculpé.

faire « trafiquer » en mettant leur santé et même leur vie en jeu (sans que cela concerne bien évidemment les femmes de milieux privilégiés, qui, avec de l'argent et des relations, ont droit à des cliniques de luxe à l'étranger ou même à Paris). Notre action n'a donc de sens que si elle aide à faire avancer la lutte pour la liberté totale de l'avortement.

Nous pensons y avoir contribué en sortant de la clandestinité (en particulier avec le bouquin), et en faisant savoir aussi le plus largement possible que l'avortement peut être un acte simple et non traumatisant.

Par la divulgation de notre expérience, nous espérons susciter la création de multiples équipes basées sur une mobilisation, et qui seront autant de fronts de lutte dis-

persés dans toute la France. Ceci créera un état de fait rendant caduques, non seulement la loi actuelle, mais aussi et surtout la loi plus ou moins libéralisée qu'on ne manquera pas de nous octroyer d'ici peu.

Au delà du problème de l'avortement, nous pensons que de telles équipes peuvent et doivent lutter pour une véritable liberté de la contraception et de la sexualité, et doivent être un lieu de remise en cause de la pratique actuelle de la médecine.

T.S. : Dans le cadre de votre expérience, de quelle façon avez-vous contribué à cette remise en cause ?

F. : Tout d'abord, un véritable travail d'équipe, nous a permis de partager le poids des responsabilités, et de remettre sans cesse en question nos habitudes et notre fa-



çon d'être. La suppression de la relation exclusivement individuelle entre médecin et malade évite à la femme de s'en remettre inconditionnellement à la décision d'une seule personne, et de sentir une dette excessive à son égard.

D'autre part, la participation de non-médecins, permet de combler partiellement le fossé qui sépare le détenteur du savoir et du pouvoir, de celui qui ne les possède pas.

Enfin, nous recherchons un autre type de relation entre patient et équipe médicale : avec les femmes que nous avortons, nous essayons toujours d'établir les contacts les plus simples et les plus naturels possibles, de faire descendre le « médecin » de son piédestal en démythifiant son infailibilité, nous nous efforçons de faire participer activement la femme à son avortement, et nous lui communiquons les notions fondamentales de physiologie nécessaires à la compréhension de l'ovulation, de la fécondation, de la nidation, de la contraception.

Le rôle du médecin ne devrait pas se limiter à guérir, il devrait donner à chacun les éléments nécessaires pour prendre personnellement en charge sa santé.

T.S. : Concrètement, comment votre équipe s'est-elle organisée ?

F. : C'est en juillet 1972 que cinq d'entre nous ont découvert plus ou moins par hasard la méthode Karman à Londres. Alors qu'elle est utilisée depuis plus de 13 ans en Chine Populaire, elle commençait tout juste à être introduite en Angleterre. Nous l'avons immédiatement mise en pratique dans les conditions de la clandestinité en France, et nous nous sommes efforcés de la diffuser, de telle sorte qu'elle est devenue le support concret de toute une partie de la lutte

pour l'avortement et notamment du manifeste des « 331 » médecins (1).

Ici, nous nous sommes organisés en « praticiens », essentiellement des étudiants en médecine et des infirmières, et en « intermédiaires », pour la plupart des femmes qui s'étaient déjà fait avorter par notre équipe et qui assurent l'accueil et les discussions avec l'avortée avant, pendant, et après l'avortement.

T.S. : La méthode Karman est présentée comme une méthode simple et sans risque. Votre expérience le confirme-t-elle ?

F. : Des études détaillées ont été faites en Yougoslavie et aux Etats-Unis, sur des dizaines de milliers de cas.

Elles montrent un pourcentage très faible d'accidents (mortalité 20 fois plus faible qu'à la suite d'accouchements). Quant à nous, nous avons fait des statistiques sur 300 interruptions de grossesses : aucun accident grave, 10 % de rétentions placentaires nécessitant, soit une deuxième aspiration, soit un curetage.

T.S. : Pour vous, la lutte pour la liberté de l'avortement se place-t-elle dans un contexte plus large ?

F. : Il est évident que demander la liberté de l'avortement et même de la contraception et de la sexualité, sans se placer dans une lutte globale pour changer les structures de notre société, équivaut à se battre pour la liberté des couches privilégiées.

En effet, ces libertés sont parfaitement récupérables dans une société capitaliste fondée sur la structure familiale de type patriarcal, qui reproduit à son niveau les rapports d'autorité nécessaires à la classe possédante, pour établir et maintenir ses structures économiques d'exploitation.



Grenoble, 11 mai. Se placer dans une lutte globale.

Le pouvoir s'efforcera toujours d'étouffer le contenu subversif de la lutte des femmes, en offrant notamment la possibilité de se faire avorter, mais sans troubler l'ordre familial, et dans la mesure où un taux de procréation adéquat sera maintenu. Il s'efforcera de continuer à imposer à chacun son rôle : « L'homme à la production ; la femme à la reproduction ; l'enfant, produit pour consommer ! ».

Mais comment parler de liberté sexuelle pour des couples qui se retrouvent le soir après 9 heures de travail abrutissant, auquel s'ajoutent souvent de longs et pénibles trajets dans les transports en commun, sans oublier les tâches ménagères qui attendent la femme à la maison ?

Quel temps et quelles disponibilités leur restent-ils pour exprimer véritablement leur sexualité, trop souvent limitée au « devoir conjugal » ? Et puis, comment parler de liberté de procréation dans une société où rien n'est prévu pour assumer la prise en charge collective de l'éducation des enfants ?

La lutte pour la liberté de procréer, la revendication du droit au plaisir ne concerneront toujours que des couches privilégiées, si elles ne s'inscrivent pas dans la lutte sociale beaucoup plus globale de tous ceux qui sont aliénés à tous les moments de leur vie : par leur travail, leur logement, les structures mentales qu'on leur forge.

La création du M.L.A.C. (2) nous semble une étape importante dans la poursuite et l'élargissement de la lutte, dans la mesure où celui-ci entend rassembler sur une base de classe, toutes les énergies jusqu'alors dispersées. Tout en situant clairement le combat engagé, il doit permettre la coordination des différentes initiatives prises à la base.

Correspondance ■

(1) Et qui sont actuellement au moins 700...

(2) Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception, créé le 2 avril (« TS » n° 575).

gauche

le PS avant Grenoble : socialisme ou marketing ?

Un grand parti révolutionnaire pour l'autogestion engagé clairement dans le combat contre l'impérialisme. Vous pensez que c'est le rêve du PSU. Non, ce sera la réalité du PS après son Congrès de Grenoble. Si l'on s'en tient du moins à ce qu'il entend dire. Quant à ce qu'il veut faire, c'est autre chose... Et c'est ce dont nous préférons parler ici.

Le prochain Congrès du Parti Socialiste qui se tiendra à partir du 23 juin, à Grenoble, se terminera selon toutes probabilités par le vote d'une motion « ultra-gauche » d'ores et déjà présentée par François Mitterrand.

« Les luttes », « le front de classe », « l'autogestion », « le combat contre l'impérialisme » y figureront sans doute en bonne place. Bref, l'évolution linguistique entamée à Epinay, à toutes chances de s'accélérer encore. A ce train-là, comme le PSU, lassé du verbalisme, a depuis quelque temps déjà renoncé à certaine démagogie maximaliste, nous allons bientôt nous croiser et retrouver le PS sur notre gauche... du moins sur le plan verbal !

La méthode, il est vrai, n'est pas nouvelle. Guy Mollet avait bien accé-

dé au Secrétariat Général de la SFIO sur la base d'un texte « de gauche », en se posant en défenseur sourcilieux du marxisme contre toutes les tentatives révisionnistes. Cela ne l'a pas empêché de mettre en œuvre ensuite une politique continue de collaboration de classe.

On se tromperait cependant lourdement en croyant que nous allons assister uniquement au traditionnel décalage, cher à la social-démocratie, entre un langage de gauche et une pratique de droite. A bien des égards, et nous y reviendrons ici ultérieurement, l'enjeu du congrès socialiste de Grenoble va être différent.

Le projet politique réel qui se trouve en effet sous-tendu par la motion Mitterrand ne peut être assimilé ni à la tentative classique de troisième force symbolisée autrefois par Deferre, ni

au jeu traditionnel du molletisme qui consistait à gagner des congrès sur la base de la fidélité au marxisme, pour mieux le renier ensuite dans la pratique quotidienne de la SFIO.

Ce projet, nous en avons déjà rendu compte plusieurs fois dans Tribune Socialiste. L'expression que nous avons employée pour le caractériser, la création d'un vaste parti « attrape-tout » présentant des visages multiformes sur sa gauche, comme sur sa droite, s'est trouvée confirmée il y a peu de temps par la réunion de l'Institut d'Etudes Socialistes dont l'objectif était de repenser l'organisation interne du PS. A cette occasion, plusieurs orateurs n'ont pas fait mystère de leur volonté : appliquer à la gestion du PS les meilleures méthodes de marketing, compte tenu du marché « d'électeurs potentiels » qui est le sien. Rompant avec la conception traditionnelle de la social-démocratie qui

consiste à poser en principe qu'il faut passer une alliance avec le centre pour trouver les appuis électoraux qui manquent à la gauche, les tenants d'un tel projet préfèrent créer, non à proprement parler une organisation politique, mais un lieu de rencontre de courants de pensée, allant du radicalisme au gauchisme.

L'idée peut paraître absurde. Elle est en fait parfaitement cohérente à partir du moment où, contrairement à la vieille social-démocratie, on ne s'adresse plus directement à une clientèle de classe sociale mais à une clientèle idéologique. Le vaste débat de tendances proposé par François Mitterrand a alors toutes les chances d'aboutir à la constitution d'un « centre » le plaçant en position d'arbitre dans une organisation qui s'apparenterait davantage au SPD allemand qu'à la social-démocratie française ou italienne.

du verbe à la pratique sociale

Dans un tel contexte, l'utilisation des meilleurs morceaux du vocabulaire PSU ou gauchiste ne présente pas d'inconvénients majeurs. Elle permet de plus, de brouiller les cartes sur le plan interne et externe.

Les premiers gênés par cette sur-enchère verbale de gauche vont être du coup ceux qui en ont le plus bénéficié depuis Epinay : les responsables et les militants du CERES. Alors qu'ils avaient réussi, en reprenant au PSU en pleine crise, l'essentiel de ses thèses

sur le contrôle ouvrier, le cadre de vie, l'unité populaire, l'autogestion, à se donner une bonne image de marque, tout en transformant celle du Parti Socialiste, ce sont eux qui aujourd'hui, mettent en évidence que les enjeux ne seront pas cette fois au niveau du verbe mais de la pratique sociale.

C'est ainsi, que Georges Sarre, pour justifier la non-signature par le CERES de la motion Mitterrand devait indiquer : « le problème essentiel de ce congrès n'est pas un problème de langage mais celui des moyens qu'il se

donnera pour concrétiser ce langage. Par exemple, ajoutait-il, dotera-t-il la Commission Entreprises de moyens suffisants pour implanter réellement le Parti dans les usines ? ».

Et Didier Motchane de son côté, refuse dans « Frontière » que l'unité se réalise à n'importe quel prix : « Rien n'est plus éloigné de l'unité d'un Parti Socialiste que l'adhérence molle et spongieuse dans laquelle les social-démocraties trouvent leur identité... L'unité comporte des exigences précises. Et d'abord le refus clair et définitif de se laisser noyer dans des structures molles, de type parlementaire, qui ressusciteraient sous une autre forme la défunte Fédération.

La bataille sur la conception de l'organisation sous-tend, on le voit, la véritable bataille politique et particulièrement sur deux questions essentielles : l'unité et l'autogestion. Les deux termes, à n'en pas douter, continueront de faire recette à Grenoble. Mais que recouvreront-ils ?

S'il s'agit simplement « d'unité de la gauche », destinée à assurer la transition nécessaire vers la constitution

« du plus grand parti de France » pour tenter ensuite d'occuper peu à peu la place prise par le P.C.F. sur le plan social et politique, cela n'a à peu près rien à voir avec l'objectif d'une véritable unité populaire. Car l'unité populaire, si elle nécessite l'alliance de classe des organisations du mouvement ouvrier tend à bien autre chose : la réalisation par les travailleurs eux-mêmes de leur propre unité, ce qui est autrement difficile.

Même problème pour l'autogestion. François Mitterand, curieusement, est souvent parti en guerre contre un P.S.U. qui parlerait de l'autogestion comme les chrétiens du Paradis sans faire référence à l'actualité du combat socialiste. Nous lui retournerions volontiers le compliment. Car si le dernier congrès du P.S.U. a tenté, à la différence du Parti Socialiste, de donner un contenu précis au socialisme autogestionnaire, nous n'avons cessé ensuite de rappeler, et particulièrement lors de notre dernière D.P.N., que c'était aujourd'hui sur la base du contrôle ouvrier et populaire que s'établissait concrètement la lutte pour l'autogestion socialiste.

n'était pas permis : il s'agissait non de se limiter à un débat théorique, mais bien d'envisager la liaison entre les luttes anticapitalistes actuelles et la perspective autogestionnaire. Pourquoi faut-il alors que le Parti Socialiste, après avoir accepté du bout des lèvres sa participation, se contente ensuite de déléguer un observateur aux réunions préparatoires ? Serait-ce par crainte d'une tentative de troisième force destinée à remettre en cause son alliance à gauche avec le Parti Communiste ? Si tel était le cas, rassurons-le tout de suite. Contrairement à ce que croit Jean Poperen, qui verrait volontiers un front commun « social-technocrate » allant de J.J.S.S. à Michel Rocard en passant par Edmond Maire, ce ne sont certainement pas la C.F.D.T. et le P.S.U. qui joueront le rôle de néo-defferistes. Nous croyons quant à nous qu'il faut aller au-delà de l'unité de la gauche vers une véritable unité populaire. Au delà et non en deça. Il faut une singulière malhonnêteté pour faire semblant de croire le contraire.

Dans ces conditions, il y a deux façons de poser aujourd'hui le problème du Parti Socialiste. L'une est purement tactique et consiste à jouer essentiellement les manœuvres d'appareil au besoin en demandant au P.S.U. de venir s'en mêler.

L'autre méthode, qui est la nôtre, consiste non pas à revenir à la vieille idée d'un rééquilibrage de la « gauche non communiste » mais à considérer que c'est l'ensemble du mouvement ouvrier français, P.C. et extrême-gauche compris, qui se trouve bon gré mal gré confronté à sa nécessaire transformation et à la réalisation d'une unité qui ne se réduise pas à celle de ses organisations.

au delà de l'unité de la gauche

Et si l'on veut bien juger ce problème à la lumière des luttes lycéennes et ouvrières de ces derniers mois, on constatera que les socialistes ne se sont pas bousculés pour s'engager « concrètement » comme ils disent, dans cette voie.

Nous en donnerons deux exemples : l'intervention commune des 15 organisations (C.F.D.T., S.G.E.N., P.S.U., J.E.C., M.R.J.C.) destinée à briser l'isolement du mouvement lycéen et à établir une liaison avec les travailleurs, n'a bénéficié qu'une seule fois (sur quatre) du soutien timide et fort tardif du P.S. La dernière initiative, la plus importante, qui établissait une articulation entre les revendications sur l'armée, l'école et l'entreprise, a même vu ce parti se livrer à une manœuvre de retardement qui, dans la situation, confinait au sabotage de l'initiative. Alors qu'il avait été associé constamment à la rédaction du texte commun, et que la réunion la plus décisive s'était tenue dans ses locaux, le Parti Socialiste a commencé par indiquer que, vu l'importance d'une telle initiative, il devait attendre la réunion de son comité directeur. Après quoi, tout

indique que ledit comité n'a même pas discuté du problème, et il a fallu attendre encore plusieurs jours pour que le P.S. daigne donner une réponse... négative aux autres organisations.

Le deuxième exemple, nous le tirons de l'initiative prise par la C.F.D.T. de proposer plusieurs colloques sur l'autogestion à partir de la rentrée scolaire prochaine. Sur ce point, le doute

un jeu de dupes et de perdants

La gauche du Parti Socialiste peut jouer un rôle important dans cette perspective, qui suppose que les mutations politiques précèdent les transformations organisationnelles.

Mais il ne faudrait pas, à seule fin de devenir la seule vraie « gauche socialiste en France » qu'elle se cantonne alors — comme semble l'indiquer l'article récemment consacré au P.S.U. dans « Frontières » — à une simple occupation tactique du terrain, passant par l'élimination dudit P.S.U....

Elle jouerait là un jeu de dupes au terme duquel nous serions tous perdants, pour le plus grand profit des spécialistes du « marketing socialiste ».

Mieux vaudrait s'en apercevoir avant qu'il ne soit trop tard.

Gérard FERAN ■

(1) « Frontière » n° 5. Revue créée de la fusion des cahiers du CERES et de Socialisme Aujourd'hui, créée par Gilles Martinet.

une formation prise en charge par tous

MAINTENANT que les élections sont passées et que les militants ont pu confronter dans la campagne électorale et dans les luttes le « Manifeste » avec la réalité du combat révolutionnaire, la réflexion est riche. Elle a besoin d'être poussée et c'est pour cela, sans doute, que les stages de formation se multiplient.

en Bretagne...

A Saint-Brieuc, les 5 et 6 Mai, dans le cadre des perspectives définies par le service formation, un week-end a réuni plus de 20 militants des fédérations de l'Ouest. Ce stage, après celui de la Région parisienne (voir TS n° 575) a pour but de mettre sur pied l'équipe nationale d'animateurs indispensables à une politique homogène de formation.

Les stagiaires ont déterminé collectivement le thème du débat : le problème de la prise du pouvoir. Des commissions et un débat général (un peu décousu) ont permis de faire le point. Puis le travail s'est concrétisé dans trois directions différentes :

— élaboration d'un tract sur l'armée destiné aux lycéens, maintenant que la démobilisation du mouvement s'est entamée ;

— élaboration d'un article destiné au journal de la fédération des Côtes-du-Nord, « Combat socialiste », afin de poser, à partir des luttes des immigrés, notamment à Renault, le problème de la dimension internationale des luttes et de ses conséquences sur la stratégie de prise de pouvoir ;

— préparation d'une réunion autour du thème « les élections sont passées, et après ? », destinée à poursuivre le débat avec les habitants de Quimper que la section a pu toucher dans la campagne.

Autant de travaux qui ont permis d'aborder les questions théoriques, les méthodes d'animation des stages (pédagogie active, jeux de rôle, travaux pratiques, etc) et la façon de développer la propagande et d'agir dans les luttes.

Un week-end qui a un peu désarçonné certains qui s'attendaient à une formation plus scolaire, mais qui a ouvert des pistes quant aux méthodes de formation, même si ce n'est pas encore complètement au point.

Les camarades de l'Ouest ont d'ores et déjà pris en charge l'organisation d'un nouveau week-end au mois d'Octobre.

Rendez-vous à Saint-Lary avec les camarades du Sud-Ouest, les 2 et 3 juin.

...et ailleurs

Quarante personnes ont participé à un week-end sur l'autogestion dans le Var ; une assistance aussi nombreuse dans le Cher et dans les Charentes. Il y a là quelque chose de nouveau.

Deux leçons importantes peuvent en être tirées : c'est vraiment l'ensemble des militants qui prennent en charge aujourd'hui la formation et ressentent sa nécessité ; la présence de nombreux sympathisants (souvent plus nombreux que les membres du parti) montre l'influence du PSU.

Et la formation était encore à l'ordre du jour, le week-end dernier : un stage national du secteur santé ; une réunion de la commission nationale formation afin de mettre au point les stages d'été.

Un point noir pourtant : nous ne sommes pas assez nombreux, au national, pour répondre à toutes ces tâches d'animation de stages et surtout d'élaboration de PSU-documentation. Alors, camarades, vous savez ce qui vous attend. Prenez contact avec le service formation. Il saura utiliser vos compétences et vos plumes !

Pascal DORIVAL ■

AUTOGESTION

et organi- sation poli- tique

C'EST sur ce thème que ce rencontreront à Paris, les 19 et 20 mai, des militants de l'AMR, des Centres d'Initiative Communiste, d'Objectif Socialiste et du PSU, à l'invitation du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste. Déjà en janvier dernier, un colloque avait permis d'approfondir le sens de l'autogestion pour la révolution socialiste. Il ne suffit pas d'ouvrir le débat sur des perspectives, il faut préciser aussi les moyens de les prendre en compte, de les réaliser.

L'autogestion ne sera qu'une « formule creuse », si elle n'anime pas le combat politique concret contre le pouvoir capitaliste. Elle implique donc l'élaboration d'une organisation politique d'un type nouveau qui soit compatible, dans ses formes, ses structures, sa vie interne, ses interventions avec l'objectif du socialisme autogestionnaire. Ce n'est pas une mince affaire ! Il faut inventer de nouveaux lieux de débat, permettre l'action de tous ceux qui souhaitent s'engager mais n'entendent pas se laisser enfermer dans une secte, une chapelle.

Il faut aussi donner son efficacité à cette action contre les divers aspects du pouvoir de la bourgeoisie. Les luttes récentes (OS, immigrés, lycéens, etc.) ont posé la question de l'organisation en refusant le jeu des coordinations traditionnelles sous l'égide des grands partis comme des groupuscules.

A partir de ces réalités vivantes se pose une question précise. Quelle est l'organisation politique qu'implique le choix du socialisme autogestionnaire ? Les 19 et 20 mai, les militants s'efforceront de réunir les premiers éléments d'une réponse. ■

● Reims : Français et immigrés contre Citroën

Depuis le mardi 8 mai, à la suite du licenciement d'un travailleur algérien, les ouvriers de Citroën-Reims se sont mis en grève. Les militants rémois du PSU sont tous mobilisés autour de la section PSU de l'usine. Conflit difficile, dans une entreprise dont on connaît les méthodes de gouvernement... Cet article a été écrit à la fin de la semaine dernière par la section PSU de Reims. Il fait le point de la situation, après avoir rappelé ce que sont les conditions de travail et les réalités de la répression à Citroën.

● **Les cadences** : La production moyenne annuelle par salarié était, en 1970, de 9 voitures pour 45 h par semaine ; en 1972, elle était de 11 voitures pour 44 h par semaine, combien en 1973 ?

L'augmentation des cadences infernales est une réalité quotidienne pour les travailleurs de chez Citroën. Ces conditions permettaient à Citroën, par l'exploitation forcée de ses travailleurs, de tirer le maximum de profits.

Pour mater toute tentative de lutte pour l'amélioration de ces conditions de travail, ce qui entraînerait une diminution de son profit, Citroën exerce une répression constante dont les outils sont la maîtrise et la CFT.

la répression

● **A l'embauche** : La direction fait signer aux candidats une demande d'extrait de casier judiciaire, fait une enquête auprès du précédent patron, parfois fait enquêter auprès des voisins, après ceci, si tout est satisfaisant pour la direction Citroën, le candidat à l'embauche est convoqué et subit un véritable interrogatoire policier et tout un sermon sur les syndicats politisés, et la direction l'incite à prendre la carte CFT.

● **A la promotion** : La promotion est réservée aux gens faisant preuve de servilité envers le patron, et on ira d'autant plus haut que l'on possède la carte CFT surtout si l'on accepte de rendre de « menus services » : gardes de l'usine la nuit, commandos anti-grèves, etc.

● **Dans l'organisation du travail** : Un nombre important de travailleurs immigrés (très faciles à licencier) travaillent chez Citroën. Sur les chaînes, les ouvriers d'une même nationalité sont systématiquement séparés pour empêcher toute organisation.

Dès qu'un travailleur pose des questions, on l'affecte aux postes les plus pénibles en vue d'obtenir son départ « volontaire ».

Tout ceci n'est possible que par un quadrillage systématique de l'usine, le travail principal de la maîtrise est de tout noter : si vous parlez aux délégués CGT, si vous refusez de faire des heures supplémentaires, pour qui vous votez aux élections professionnelles, etc.

la lutte en cours

De plus, Citroën entretient un réseau de mouchards recrutés parmi les adhérents de la CFT et, outre ce rôle de mouchards, les pantins de la CFT, manipulés par le patron, font régner un climat de terreur.

● **Vendredi 4 mai** : Lors de la journée nationale d'action dans la métallurgie, une centaine de travailleurs débrayèrent pendant 4 heures avec une forte proportion d'immigrés dans le mouvement, suite à l'intervention d'un camarade algérien qui avait pris la parole en arabe pour exhorter à ses camarades le cahier de revendications de la CGT.

● **Lundi 7** : La maîtrise va trouver le camarade algérien à son poste de travail, l'insulte et le provoque jusqu'à ce que le gars éclate. Résultat : il est mis à la porte pour « insulte à un supérieur et menaces de mort ».

● **Mardi 8** : La direction Citroën, à l'aide de ses nervis, empêche le camarade de rentrer dans l'usine, il recevra sous peu sa lettre de licenciement.

Les délégués de la CGT interviennent devant la porte avec un haut-parleur pour informer les travailleurs du licenciement de leur camarade ; les nervis, les mercenaires du patronat, les fascistes que la CFT Citroën a fait descendre de Paris leur envoient des gaz lacrymogènes.

La CGT propose un mot d'ordre de grève pour le mercredi 9 mai contre le licenciement du camarade

algérien, contre les agissements fascistes de la CFT Citroën et de la direction et pour faire aboutir leur cahier de revendications. Dans l'immédiat, 1 F de l'heure d'augmentation pour tous, 1.500 F pour les OS, retour aux 40 h.

● **Mercredi 9** : La grève est effective avec l'appui de nombreux travailleurs (Henkel, Sarlino, Arthur-Martin, toutes les trois en lutte, et Chausson) venus à l'entrée de l'usine pour soutenir les grévistes de chez Citroën, contre le service d'ordre fasciste mis en place par la direction Citroën et composé de la CFT et de mercenaires du patronat entraînés militairement contre les travailleurs.

Une centaine de travailleurs de l'équipe du matin et autant de l'équipe de l'après-midi sont en grève, malgré les provocations et les pressions de la maîtrise CFT pour leur faire reprendre le travail.

● **Jeudi 10 et vendredi 11** : Malgré le racolage effectué dans les foyers d'immigrés par des autobus Citroën et la CFT, de nombreux OP et agents techniques se mettent dans la grève des OS à forte majorité d'immigrés. 65 % du personnel est en grève. Cependant, des nervis Citroën venus de l'extérieur essaient d'assurer un minimum de production.

la lutte continue

Tous les militants du PSU sont mobilisés avec le groupe entreprise Citroën PSU. Des prises de parole et des diffusions de tracts explicatifs de la lutte Citroën sont effectuées depuis le début sur les entreprises rémoises et appellent :

— A la dissolution des milices patronales.

— A une mobilisation des travailleurs rémois devant la porte Citroën pour soutenir les grévistes.

— Contre la CFT fasciste.

— Contre la direction Citroën fasciste.

Ils organisent un soutien financier, avec la Ligue Communiste, le Comité d'Action pour le Développement et Vie nouvelle. CCP Châlons-sur-Marne, 1035 78 K, Michel Usubelli (mention « Soutien Citroën »).

Correspondance. ■

DERNIERE MINUTE : 14 mai, 95 % du personnel de production en grève. Trois cars de CRS stationnent maintenant en permanence devant l'usine.



Montpellier : Gelbon occupé

Vendredi 4 mai, à 4 heures du matin, 400 CRS encerclent l'entreprise Gelbon, dans la zone industrielle de Montpellier. Ils font sortir les quarante travailleurs — surtout des femmes — qui occupent leur usine.

IBM, vous connaissez ? Firma prestigieuse, de réputation internationale, qui se flatte d'avoir une politique de hauts salaires... Les « vrais » ouvriers d'IBM, ceux des entreprises sous-traitantes, comme Gelbon où est fabriqué le matériel électronique (câblage, bobinage) pour IBM, ne connaissent eux que les bas salaires, les conditions de travail difficiles, les licenciements faciles dans une conjoncture de forte demande d'emploi, une discipline de fer. L'autre visage d'une entreprise modèle.

Les revendications des 320 salariés de Gelbon, en majorité des femmes, portent sur l'égalité des salaires pour un travail égal, la sécurité de l'emploi, la suppression des cadences et des brimades, la revalorisation de la classification par qualification, le treizième mois... Elles pourraient être reprises dans la plupart des entreprises voisines de la zone industrielle, Morari (autre sous-traitant d'IBM) ou Casino (commerce).

La bagarre a démarré le 15 mars ; le 9 avril, la décision était prise de se mettre en grève générale et le 25 d'occuper l'usine. Chaque jour, l'assemblée des travailleurs prend toutes les décisions importantes, contrôle l'action du comité de grève CGT-CFDT. Les pressions du patronat, après quelques promesses vite rétractées, visent à intimider les grévistes ; ce faisant, Vitelli, patron de Gelbon, a conscience de rendre service aux autres patrons de la zone industrielle...

Le vendredi 28 avril, 11 travailleurs, dont 7 délégués du personnel, sont convoqués devant le tribunal qui prend un arrêté d'expulsion et le fait signifier par voie d'huissier. Les grévistes malgré leur peu d'expérience politique et syndicale, répondent par la fermeté.

Correspondance. ■

A l'initiative d'un comité de soutien (surtout étudiant à ses débuts), un gros travail de popularisation et de solidarité a été fait, plus de 20.000 F ont été collectés — travail qui a eu un large écho à Montpellier et qui a permis de stimuler les syndicats, de rompre l'isolement. Au cours de la manifestation du 1^{er} mai, le cortège des révolutionnaires, qui participait à la manifestation de l'intersyndicale, a refusé que le trajet se limite au centre ville : à l'appel du comité de soutien, du PSU de la Ligue communiste, de la GR, de Lutte occitane, plus de 500 militants se sont rendus, après la dislocation du premier défilé, vers la zone industrielle aux cris de « Gelbon occupé, Gelbon doit gagner ».

Le 4 mai, l'expulsion manu militari par les CRS a provoqué une réaction spontanée de riposte : Morari, les éboueurs, Vapal, la Comelec. Les débrayages se multiplient dans toutes les branches — 1 heure chez Gelbon à Mazamet, en solidarité avec l'usine de Montpellier, 2 heures à Courbevoie la semaine dernière dans une autre usine Gelbon.

Pour les militants du PSU, des luttes comme celles de Gelbon sont de nature à donner un contenu concret aux mots d'ordre de notre manifeste ; les militants ont participé dans leur syndicat, leur entreprise, au comité de soutien, au travail de solidarité ; mais encore insuffisamment. Pour empêcher les tentations permanentes de récupération politique qui sont celles de certains groupes étudiants révolutionnaires, pour empêcher la substitution aux travailleurs dans la gestion de la lutte, pour soutenir plus efficacement ces luttes, il faut mieux nous organiser pour aider les travailleurs à gagner.

● RENAULT : faire échec à la répression

La Régie Renault, patron de combat, est bien décidée à briser la combativité des travailleurs.

Partout elle a voulu faire croire qu'une minorité d'irresponsables se sont livrés dans ses usines aux pires violences.

Elle essaye maintenant de prouver qu'elle a dû se débarrasser d'individus dangereux pour la collectivité, contre lesquels elle ne peut que porter plainte.

Les 28 licenciements qu'elle a prononcés, ne seraient qu'une suite logique et banale des conflits que la Régie vient de connaître.

La Régie Renault veut montrer que les grèves ne servent à rien, que les travailleurs n'ont pas intérêt à défendre leurs luttes contre les pressions et les provocations.

La classe ouvrière n'acceptera pas que le silence et l'indifférence entourent le sort des licenciés.

Renault ne deviendra pas Citroën ou Simca-Chrysler.

Le P.S.U. appelle tous les travailleurs à se mobiliser pour la réintégration des 28 ouvriers licenciés.

● St-ETIENNE : Peugeot (6^e sem.), immigrés (5^e sem.)

Environ un millier de travailleurs de l'usine Peugeot de St-Etienne (effectif total 1.200) se sont mis en grève le 5 avril. L'unification des ouvriers s'est faite autour des « 1.500 F minimum pour tous, pour 40 heures ». D'autres revendications, plus générales, sur les conditions de travail ont été formulées. Au départ, quatre syndicats ont soutenu la grève : CFDT, CGT, CGT-FO, CGC. (Par la suite, la CGC a pris une position dite de « conciliation » (!), se retirant de la lutte.)

La direction a multiplié les « initiatives » pour faire reprendre le travail : commando fasciste le 12 avril ; réouverture de l'usine le 2 mai ; multiples lettres individuelles ; licenciements annoncés, retirés, puis confirmés... Cependant, l'unité des ouvriers n'a pas été entamée, bien que la maîtrise et, à un degré moindre, les mensuels,

se soient montrés hostiles à la grève depuis le début.

Jeudi et vendredi derniers, les discussions entre la direction et les syndicats ont été rompues, la direction refusant d'annuler les licenciements. Sur la base de leur revendication unitaire initiale, les travailleurs continuent de réclamer 30 centimes de l'heure pour tous et une « prime » compensatrice des journées de grève de 1.100 F. Mais, il est vrai, la direction est forte. Elle a réussi à faire traiter à l'extérieur le travail. On dit même que Citroën est dans le coup. Aussi, peut-elle se permettre de laisser « pourrir » aussi longtemps qu'il lui semble utile.

L'inquiétude et la lassitude auront peut-être le dernier mot chez les travailleurs s'ils ne voient pas se développer une solidarité plus grande, au plan régional, comme aux plans sectoriel et national.

● A St-Etienne, les magasiniers « COOP » sont en grève depuis le début du mois. Les vendeuses ont fait plusieurs heures de grève pour leurs propres revendications.

● Toujours à St-Etienne, les 51 Tunisiens, grévistes de la faim, en étaient lundi dernier à leur 35^e jour. Les assurances en matière de cartes de travail et de séjour sont toujours aussi peu consistantes.

Dimanche dernier, une dizaine de voitures contenant une partie du Comité français-immigrés de Lyon qui a soutenu la grève de la faim de Vaise ainsi que certains de ces grévistes, ont sillonné la vallée du Gier. Tracts d'information, d'appel au soutien, collecte ont marqué cette manifestation qui s'est terminée par un meeting près de l'annexe de l'église St-Ennemond où sont installés les Tunisiens grévistes de la faim.

M. C. ■

CAEN
SAVIEM - SMN

SECLIN (Nord)
Brampton

**Contrôle ouvrier
unité ouvrière
unité populaire**

GANDRANGE, HAYANGE,
ROMBAS, JOEUF
Wendel-Sidélor

STRASBOURG
Danone

PARIS
Gestetner, PLM, Substancia

IVRY | AUBERVILLIERS
Chauvin | C.F.A.

REIMS Citroën
Dropsy, Arthur-Martin,
Henkel, Sarlino

CREUTZVALD (Moselle)
Grundig

SAINT-OUEN
Ouvrard-Villard

CHAZELLES/LYON (Loire)
Labo-industrie

ST-CYR-S/LOIRE (I.-et-V.)
S.K.F.

BESANÇON (Doubs)
Bourgeois

BREST
Le Caignec, Brossolo

L'HORME (Loire)
Perrissel

CHARTRES
Océanic, Reckitt

SAINT-ETIENNE
Jacquemart

VIERZON (Cher)
Unelec (C.G.E.)

SAINT-ETIENNE
Peugeot

LIMOGES
Broussaud

GRENOBLE
Tôlerie de G.

DISSAY (Vienne)
Royco

GRENOBLE
Caterpillar

MONTLUÇON
Dunlop

LACQ (B.-Pyr.)
S.N.P.A.

MARTIGUES (B.-du-R.)
Eternit

FOS-SUR-MER (B.-du-R.)
(Chantiers divers)

NEYRAC-AUBENAS
(Ardèche)
Massebœuf

TOULOUSE
Ruggieri

TOULOUSE
Latécoère

ALES
Carbonisation et Céramique

MONTPELLIER
Gelbon

BRIGNOLES (Var)
Péchiney-Alu.



Augmentations et primes non hiérar-
chisées - 13^e mois - 40 heures, sans
diminution de salaire - Salaire minimum
garanti, hors rendement - Conditions
générales de travail - Heure d'infor-
mation syndicale - Grille unique : « A
travail égal, salaire égal ». Vers le
statut unique - Baisse unilatérale des
cadences, du temps de travail - Cahier
établi sur les chaînes, par atelier, par
bureau - Unification des cahiers -
Logement et transport - Grève recon-
duite en AG - Occupation! Halte aux
licenciements.

la carte des luttes

"mai noir" au Liban

En l'espace de quelques semaines, l'Etat libanais a été contraint de jeter bas les masques. La répartition des tâches entre Tel Aviv et Beyrouth a éclaté au grand jour. Il ne s'agit pas certes d'un plan concerté, mais du résultat de la soumission toujours plus grande de l'Etat libanais au diktat sioniste qui, par ailleurs, s'impose à tous les régimes de la région. Les premiers signes de la collusion objective, quoique non délibérée des dirigeants libanais avec leurs homologues israéliens, sont apparus dès avril 1969. Le « Mai noir » libanais n'est que l'aboutissement de cinq années d'affrontements de plus en plus meurtriers de l'armée libanaise avec la résistance palestinienne, en écho à des provocations israéliennes.

A l'accoutumée, c'est Israël qui a déclenché le processus avec le raid du 10 avril en plein Beyrouth où trois dirigeants palestiniens ont été massacrés. Le 2 mai, l'armée libanaise, demeurée passive face à l'ennemi sioniste, bombardait les camps palestiniens.

Il est clair, désormais, que le seul espoir de la Résistance palestinienne est dans sa liaison toujours plus étroite avec les masses arabes, dans un combat sur le double front du sionisme et des régimes arabes réactionnaires.

Si l'attitude du président Frangie n'a pas été aussi radicale que celle du roi Hussein en septembre 1970, et s'il a été contraint de trouver un modus vivendi avec les Fedayin, ce n'est que partie remise... L'important pour Israël est que les affrontements soient de plus en plus sanglants et affaiblissent toujours davantage la résistance palestinienne. Mme Meir et sa clique sont patients. Ils n'ont pas tort. Car, dans la mesure où ces derniers respectivement empêtrés dans leurs contradictions se refusent à affronter directement l'ennemi sioniste, ils servent objectivement ses intérêts.

Seule, la résistance palestinienne persévère dans une lutte de plus en plus désespérée, parce qu'elle est isolée. En effet, les masses arabes, paralysées par leur sous-développement, lequel est renforcé par l'impérialisme sioniste, ne semblent pas prêtes à franchir le pas du soutien verbal à la résistance palestinienne, au combat effectif à ses côtés contre les dirigeants arabes qui les oppriment et sont les pitoyables jouets des Israéliens.

Certes, il existe dans certains pays arabes, des forces d'opposition potentiellement révolutionnaires et objectivement alliées de la résistance palestinienne, mais elles sont dans la plupart des cas embryonnaires et non organisées.

début d'un chantage

Au Liban, un processus de radicalisation de ces forces pourrait avoir lieu sous l'effet conjoint de la fascisation croissante du régime et de la répression de plus en plus brutale qu'il exerce sur les Palestiniens. Mais ceci n'est qu'une hypothèse. Le gouvernement libanais la garde d'ailleurs présente à l'esprit et c'est une des raisons pour lesquelles le président Frangie n'abandonne pas tout à fait la

carte du compromis et feint de vouloir aboutir à une solution satisfaisante pour le pouvoir et pour les Palestiniens.

En fait, toute nouvelle solution de compromis prépare l'étape à un nouvel affrontement. Jusqu'au moment décisif... Si les Palestiniens, conscients de cette situation, acceptent toutefois de se prêter à des négociations qui les privent à chaque fois de moyens d'action déjà réduits, il faut peut-être en conclure qu'ils ne s'estiment pas suffisamment armés pour une confrontation totale et ce, en partie, parce qu'ils ne peuvent pas réellement compter sur le potentiel révolutionnaire au Liban.

L'évocation des premiers conflits entre Palestiniens et Libanais et des étapes de l'escalade vient éclairer cette analyse.

Tout a commencé, à la suite de l'attaque d'un avion israélien à Athènes par un commando palestinien. Tel Aviv prétendant que ces commandos venaient de Beyrouth,



Empêcher les fedayin d'agir.

lançait, le 28 décembre 1968, un raid contre l'aéroport de la capitale libanaise.

Avertissement des Israéliens aux Libanais : « Vous n'avez qu'à empêcher les fedayin d'agir, vous avez vu ce qu'il vous en a coûté... » Début d'un chantage dont les exigences vont être de plus en plus fortes et auxquelles le régime libanais souscrira à chaque fois.

du compromis aux provocations

Au lendemain du raid sur l'aéroport de Beyrouth, l'armée libanaise prétend contrôler les activités des fedayin sur le territoire libanais. Arrestations et expulsions de commandos se succèdent et provoquent les premiers affrontements libano-palestiniens. La situation s'envenime jusqu'au moment où, en avril 1969, de violentes échauffourées surviennent à

Saïda, Beyrouth et Bar Elias entre les forces de l'ordre et les commandos. Un vaste mouvement de soutien à la résistance contraint le gouvernement de Rachid Karame à démissionner, la vacance du pouvoir persistera jusqu'au 29 novembre 1969.

Entre-temps, des raids israéliens contre les bases de commandos au Liban-Sud ont contribué à détériorer la situation. Le cycle raid israélien représailles libanaises contre la résistance s'accélère et, en octobre 1969, les affrontements se généralisent et s'étendent à l'ensemble du territoire.

Aux Libanais qui manifestent leur colère et leur soutien aux Palestiniens, l'armée libanaise répond en tirant sur les foules à Saïda, Tripoli et Beyrouth, faisant de nombreuses victimes dans la population libanaise. On est au bord de la guerre civile, les gouvernements arabes s'interposent en médiateurs et c'est la conclusion, en novembre 1969, des « accords du Caire » entre Yasser Arafat et le commandant en chef de l'armée libanaise.

S'il est certain que ce sont essentiellement la multiplication des provocations israéliennes qui conduiront au 2 mai 1973, il n'en demeure pas moins que les accords du Caire étaient déjà un compromis boiteux, inacceptable au fond pour les deux parties, et qu'il sera générateur de conflits.

En effet, en vertu de ces accords, la résistance palestinienne acceptait de reprendre ses opérations en territoire occupé, principalement à partir d'une région déterminée au Liban-Sud (le Arkoub). Hormis cette zone et à l'exception des camps palestiniens, il était interdit aux fedayin d'utiliser leurs armes.

Pour les Palestiniens, c'était déjà une renonciation assez considérable. Comment prétendre en effet à l'efficacité d'opérations de commandos en territoire israélien quand l'ennemi savait à l'avance d'où elles étaient censées partir ? Le Fath Land (région de Arkoub) devenait ainsi une cible toute indiquée pour Tel Aviv...

Quant aux Libanais — selon la thèse israélienne qu'ils ont contribué



Septembre 1972 dans le Liban-Sud : une opération de « nettoyage ».



préventive contre le terrorisme palestinien ».

Ainsi, les Libanais sont-ils fermement invités à redoubler de vigilance.

Pour les en convaincre, il faut leur infliger une peur salutaire : c'est l'opération du 10 avril dernier en plein cœur de Beyrouth. L'armée libanaise reçoit des consignes précises, surtout ne pas réagir et laisser les Israéliens faire leur boulot. L'Etat libanais, si soucieux de faire respecter sa souveraineté quand il s'agit des Palestiniens, se préoccupe peu de la défendre face à l'ennemi sioniste. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les Israéliens se promènent au Liban comme en territoire conquis.

Mais cette fois-ci, l'opinion libanaise est outrée. Un impressionnant mouvement de solidarité se crée en faveur des Palestiniens et 250 000 personnes manifestent leur colère contre « l'Etat des traites ».

Dès lors, ce dernier se devait de réaffirmer son autorité bafouée. Comme de coutume, au lieu de s'attaquer à la cause, il s'en prend aux effets, c'est-à-dire aux Palestiniens. Dorénavant, le moindre incident servira de prétexte aux Libanais pour frapper impitoyablement les Palestiniens.

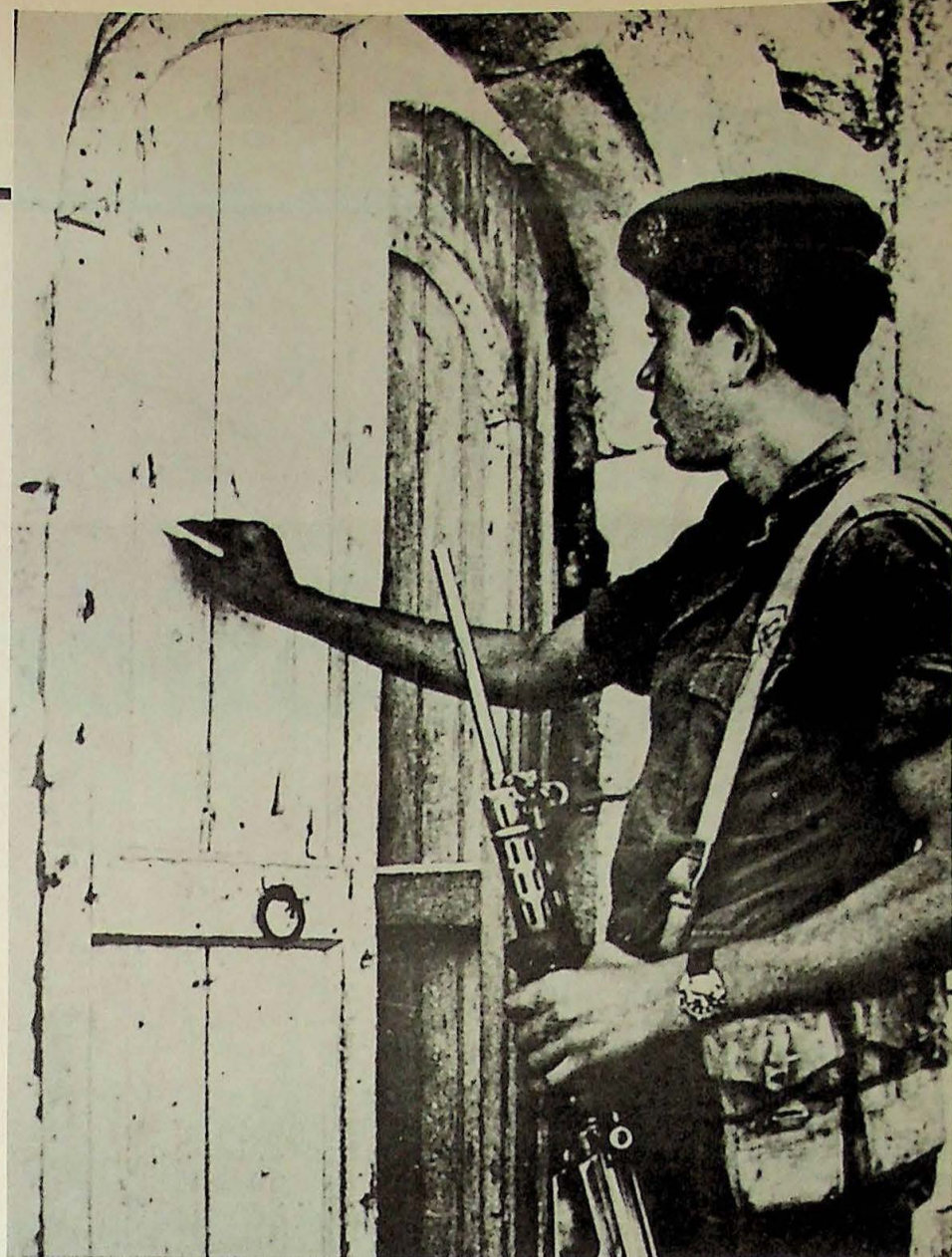
En arrêtant à l'aéroport de Beyrouth un commando palestinien transportant des explosifs destinés à une action à l'extérieur de son territoire, l'Etat libanais fait décidément preuve d'un zèle excessif. Il se substitue purement et simplement à la police israélienne ! Les Palestiniens réagissent et enlèvent deux soldats libanais...

On connaît la suite, l'essentiel est de comprendre que l'escalade a été décidée à Tel Aviv et approuvée à Beyrouth. Le but de l'opération : arracher aux fedayin leur dernière prérogative survivant aux accords du Caire, le contrôle des camps. Il s'agit de les contraindre à la démilitarisation des camps. C'est clair et définitif : les Palestiniens n'ont droit qu'à un statut de réfugiés au Liban. La résistance doit disparaître ou mourir.

Israël tire les ficelles

Dans les capitales arabes, les chefs d'Etat jouent le jeu de l'indignation. Il faut arrêter le massacre fratricide et c'est le ballet des médiateurs arabes dépêchés à Beyrouth. Ils prétendent concilier l'inconciliable, se voiler la face pour ne pas reconnaître que le processus de l'affrontement entre l'Etat libanais et les Palestiniens est irréversible jusqu'à la disparition de l'une ou l'autre partie. En réalité, la présence des ambassadeurs arabes à Beyrouth ne fait que cautionner l'attitude du président Frangié.

Ce dernier avait sans doute calculé les risques. On l'a bien vu, le boycott arabe contre la Jordanie après les massacres de septembre 1970, n'a pas duré. Hussein a été très cordialement reçu par Sadate au Caire au début de l'année. Au pire des cas, les médiateurs arabes s'en iront si la situation s'envenime, histoire de se laver les mains... Car, en fait, qui peut ou qui veut réagir dans le monde arabe ? L'Egypte enferrée dans l'impasse de « ni guerre, ni paix » est davantage préoccupée de museler son opposition intérieure qui s'élève contre cet état de fait insupportable.



Maison suspecte à détruire : la terreur partout.

Et la Syrie ? L'armée syrienne aurait pu voler au secours des fedayin. Elle s'en est abstenue. Là aussi, la crainte d'Israël joue un rôle dissuasif déterminant. Le moindre mouvement syrien aux frontières ne sera pas toléré, avertit Tel Aviv. Quant à la Jordanie, elle participe activement aux événements. Ses agents travaillent de concert avec les agents américains et sionistes pour rallumer à chaque fois l'étincelle qui fournira à l'armée libanaise le prétexte pour ne pas respecter le cessez-le-feu laborieusement négocié la veille par l'intermédiaire des « bons offices » arabes.

Ainsi, la résistance palestinienne et l'Etat libanais sont-ils face à face et Israël tire les ficelles. A moins que les forces progressistes libanaises ne se révoltent et combattent contre le

régime Frangié, la résistance palestinienne sera contrainte de céder. Et l'on a bien vu que de capitulation en capitulation, elle signait son propre arrêt de mort.

Une démonstration de plus du jeu manigancé par l'impérialisme israélien du Moyen-Orient. Faire régner la terreur partout dans le monde arabe, de telle manière à empêcher quiconque de secourir les Palestiniens, mieux encore, de contraindre chacun des Etats arabes à s'en débarrasser sous peine d'avoir à partager leur sort.

Comme si cela n'était pas déjà partiellement fait. Comme si la domination et l'expansionnisme israéliens n'avaient pas fait des masses libanaises, égyptiennes, syriennes, jordaniennes, de nouveaux Palestiniens...

Nidal Falastne. ■

à renforcer — ils étaient également mis dans une situation inacceptable, puisqu'ils abandonnaient une portion de leur souveraineté aux fedayin dans le Arkoub. Israël s'arrangerait donc pour qu'ils la récupèrent bon gré, mal gré. D'ailleurs, les Libanais comptaient bien être « contraints » de la sorte à s'efforcer de déloger les fedayin du Arkoub.

En février 1970, un raid permet aux Israéliens de tracer trois voies d'accès au centre de la zone de concentration palestinienne. Quand les Israéliens se retireront quatre jours après, l'armée libanaise leur succédera et occupera cette région auparavant cédée de mauvaise grâce.

En septembre 1972, nouvelle étape de la reprise du contrôle de la situation par les Libanais. Les Israéliens lancent une opération de « nettoyage » dans le Liban-Sud. Cette opération, l'une des plus meurtrières faites en territoire libanais, fait quelque 200 morts. Conséquence : le gouvernement libanais somme la résistance palestinienne de se retirer de toutes les régions frontalières et, le 3 octobre 1972, l'OLP est obligée de se plier à ces exigences.

Ainsi, depuis ce jour, était-il impossible à la résistance d'opérer d'une quelconque manière contre Israël à partir du Liban. C'était déjà l'émasculatation.

disparaître ou mourir

Mais les Israéliens, non contents d'avoir atteint cet objectif, étaient déjà passés à un degré d'exigence supérieur : toute opération de commando palestinien (du type de Munich ou de Lod) d'où qu'elle vienne, où qu'elle se produise, était imputée à Beyrouth qui abritait les bureaux de la résistance et les organes d'information. C'est la phase actuelle de la lutte « anti-terroriste » tous azimuts lancée par les Israéliens qui se préoccupent peu d'avoir un prétexte et en sont parvenus à la théorie de la « lutte

le programme de l'OLP

Le Conseil National Palestinien, réuni au Caire en janvier dernier, a défini un programme politique qui a reçu l'accord de l'ensemble des organisations de la Résistance, réunies dans l'O.L.P.

Ce programme insiste clairement sur la nécessité, pour la Résistance palestinienne, de s'unir aux masses arabes, et notamment jordaniennes.

Se situant sans ambiguïté dans le mouvement révolutionnaire international, la Résistance palestinienne ne peut évidemment que se heurter aux régimes conservateurs ou réactionnaires arabes. Elle peut et doit aussi nécessairement trouver des alliés en Israël même. Tant il est vrai que la seule vraie frontière qui soit est la frontière de classe.

EXTRAITS DU PROGRAMME POLITIQUE DE L'O.L.P.

En considérant toutes ces conditions et ces circonstances, les organisations de la résistance se sont mises d'accord sur ce qui suit :

1. Continuer à organiser les masses palestiniennes à l'intérieur comme à l'extérieur pour entamer une guerre de libération populaire en vue d'établir un Etat et une société démocratiques, dans le cadre des aspirations de la nation arabe à la libération nationale et à l'unité.
2. La fusion de la lutte des peuples palestinien et jordanien dans un front

jordano-palestinien qui, outre la lutte antisioniste, doit assumer le combat contre le régime jordanien fantoche gardien du sionisme sur la rive orientale.

3. Alliance avec toutes les forces progressistes et anticolonialistes dans le monde arabe.

4. L'alliance avec les mouvements mondiaux qui luttent contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.

Les rapports avec les forces révolutionnaires dans le monde.

La lutte nationale palestinienne et la lutte nationale démocratique à l'échelle mondiale font partie intégrante de la lutte contre l'impérialisme et le racisme. La consolidation des liens entre la lutte révolutionnaire arabe et la lutte anti-impérialiste à l'échelle mondiale créera les conditions objectives pour la réussite.

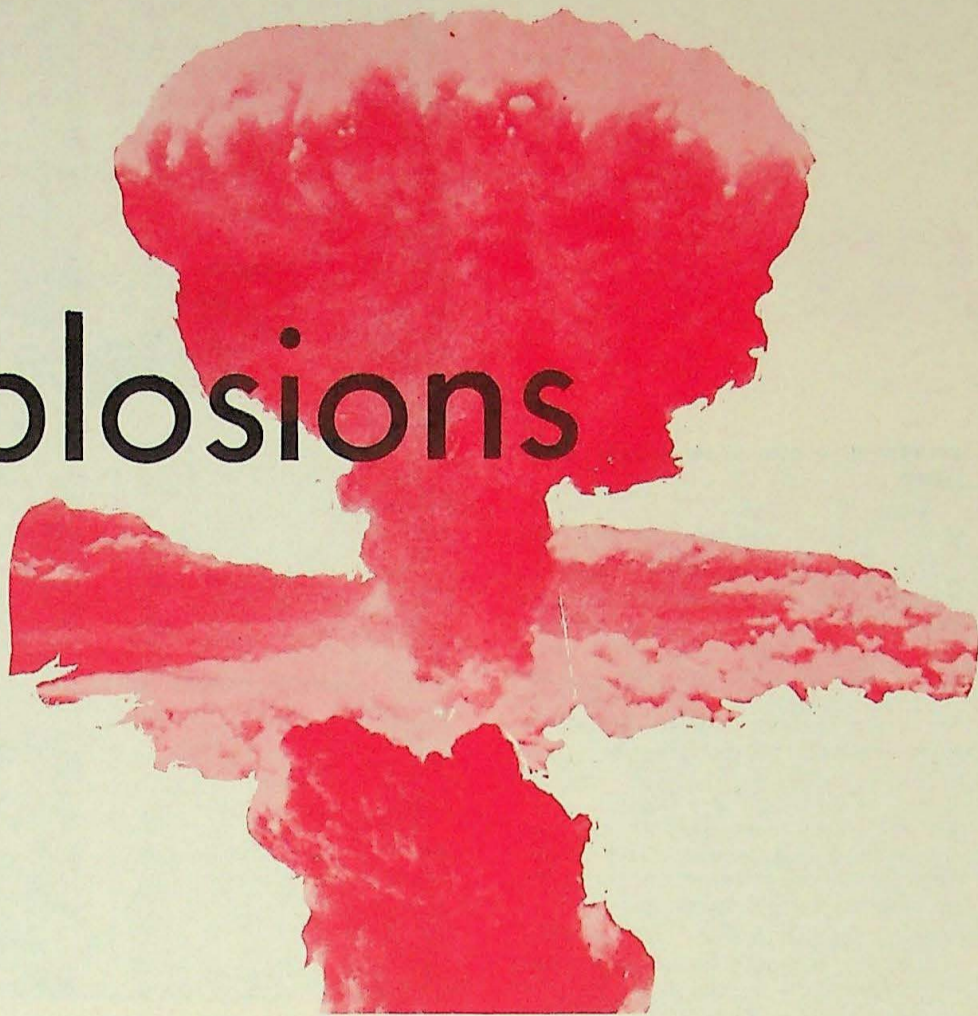
Notre internationalisme est fondé sur les principes suivants :

a) La lutte nationale palestinienne arabe est indiscutablement dirigée contre l'impérialisme international ; c'est pour cette raison qu'elle fait partie intégrante de la lutte internationale.

b) La contribution à résoudre toutes les différences qui existent au sein du mouvement révolutionnaire international est une tâche primordiale, indissociable de sa lutte pour la résolution de ses problèmes internes.

c) Les objectifs de la lutte arabe et ses méthodes sont le résultat des expériences des mouvements de libération nationale dans le monde. Les directives et les conseils de nos amis et de nos camarades ne doivent pas être négligés.

les explosions de la bêtise



L'imminence d'une reprise des expériences nucléaires françaises dans le Pacifique provoque une nouvelle levée de boucliers dans les pays riverains, activement soutenue en Grande-Bretagne et en France par tous les adversaires de l'arme nucléaire. Au-delà des raisons morales, philosophiques, écologiques, etc., il est bon aussi de souligner — du simple point de vue de l'efficacité — la parfaite absurdité de la politique nucléaire française.

Il y a deux ans, pour éviter à quelques marchands d'armes le risque de perdre des contrats avec le Pérou, le gouvernement français a arrêté une campagne d'expériences nucléaires en cours dans le Pacifique. Cette année, les tirs vont se poursuivre, clandestinement, honteusement, comme l'an dernier, et pourtant les risques sont les mêmes : les exportateurs vont perdre des marchés en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Amérique latine.

Personne n'est plus sensible aux échecs commerciaux que les boutiquiers qui nous gouvernent : s'ils acceptent de faire échouer des affaires, on pourrait penser que c'est pour des raisons absolument impérieuses, et cela vaut la peine d'examiner l'enjeu qui vaut de telles chances.

"durcir" les armes existantes

Il faut d'abord se rappeler qu'il y a deux catégories d'armes nucléaires : les bombes A (dont le principe est la fission d'éléments lourds : uranium très enrichi ou plutonium) et les bombes H (où l'énergie est fournie par la fusion d'éléments légers tels que le tritium).

Les bombes H ont une puissance théoriquement illimitée et si on sait s'y prendre, elles ont, pour le même poids et des dimensions égales, une puissance beaucoup plus grande que les bombes A ; mais seule une bombe A peut servir de détonateur à une bombe H. C'est pour cela que les grandes puissances ont fabriqué des bombes A et quelques années plus tard des engins H.

Les Américains ont mis sept ans (1945-1952) pour passer de la technique des bombes A à celle des engins H ; L'U.R.S.S., quatre ans (1949-1953), la Grande-Bretagne cinq ans (1952-1957), la Chine quatre ans (1964-1968). La France a fait exploser

sa première bombe A en 1960. En 1968, était expérimenté un engin thermonucléaire (c'est-à-dire équivalent à une bombe H, mais beaucoup trop lourd et volumineux pour être utilisable militairement : Galley, alors ministre de la Recherche, disait que cet engin avait les dimensions d'une Simca 1000) et depuis lors, on essaye toujours de faire des engins H opérationnels.

C'est à partir de là que commencent les interrogations : on sait déjà fabriquer en France des bombes A de 150 kilotonnes (1), c'est-à-dire plus de sept fois la puissance des engins qui ont explosé à Hiroshima et Nagasaki. Si une de ces armes tombe sur une grande ville, elle y provoquera des dégâts formidables et cela ne changerait pas grand chose de disposer de bombes H d'une mégatonne et plus : la puissance de destruction ne serait pas tellement plus grande, on ne peut tuer les gens qu'une fois...

Alors, de deux choses l'une. Ou bien on dispose de fusées assez nombreuses et assez puissantes pour pouvoir presque à coup sûr toucher n'importe quel endroit du monde, et les bombes dont les militaires français disposent déjà sont capables de destructions assez importantes pour avoir un effet de dissuasion : il est, dès lors, parfaitement inutile d'en fabriquer de plus puissantes.

Ou bien (comme c'est le cas) les fusées ne sont pas assez nombreuses ni de portée suffisante pour avoir des chances d'atteindre leur cible, et alors peu importe la puissance des bombes dont elles sont armées. Quelle que soit l'hypothèse qu'on envisage et en restant sur le terrain où se place l'Etat-major (sans même discuter la nature et le contenu de la politique de défense elle-même), les essais qui ont pour but de mettre au point une bombe H opérationnelle, sont totalement dépourvus de toute signification sur le plan militaire.

Mais le ministère des Armées affirme que les tirs à venir auront un autre objectif : «durcir» les armes existantes.

Il faut savoir que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. continuent de mettre au point des fusées extrêmement rapides, équipées d'engins H et qui sont destinées à intercepter les fusées adverses. Même si elles explosent à une certaine distance des attaquantes, les radiations qu'elles produisent suffisent à dérégler les mécanismes de mise à feu des bombes adverses et à les neutraliser. Les armes, actuellement produites en France, sont trop vulnérables (elles peuvent être neutralisées même par une explosion qui se produit à une distance assez considérable). On va donc expérimenter d'autres types d'armes qui ne seraient mises hors de combat que si les bombes adverses explosaient à une faible distance : En somme il s'agit d'accroître la pénétration des armes actuelles pour qu'elles puissent traverser le bouclier de l'adversaire.

En bonne logique purement militaire, l'opération est parfaitement justifiée. Seulement, c'est grâce à cette logique qu'en 1938-1939, l'Etat-major faisait construire des fossés dans la forêt des Ardennes pour arrêter les chars allemands ; et cela a été parfaitement efficace : à cause de cela les Panzer ne sont pas entrés en France par les bois, ils sont venus par la route (2) ; c'est grâce à cette logique-là que depuis des générations, les généraux français préparent la dernière guerre ; et apparemment ils n'en sont pas lassés.

hymne à l'absurdité

Car il faut vraiment être militaire pour croire que le monde va s'arrêter en attendant que les techniciens français aient amélioré la résistance de leurs bombes. En fait, Soviétiques et Américains continuent chaque jour d'accroître la précision de leurs fusées et la guerre du Vietnam, par exemple, a été utilisée par les militaires Américains comme banc d'essai de nouvelles armes (par exemple les techniques de bombardements guidés par laser).

Entre les deux grands et la France, c'est un peu le jeu du lièvre et de la tortue, mais où le lièvre serait parti bien avant : le jour où les bombes françaises seront un peu «durcies», les fusées soviétiques et américaines auront une précision bien plus grande qu'aujourd'hui et le rapport des forces n'aura pas été amélioré, bien au contraire.

Là aussi, de deux choses l'une : ou bien les armes françaises devront

affronter les fusées soviétiques ou américaines, et l'effort pour accroître l'efficacité des bombes est sans espoir : l'écart technologique ne fait qu'augmenter et cela conduit inévitablement la tentative à l'échec. Ou bien, il s'agit d'intervenir contre un autre pays : alors ce n'est pas la peine de «durcir» les bombes, puisque l'adversaire éventuel ne dispose pas des fusées susceptibles de les neutraliser.

Dans quelque temps peut-être, des explosions nucléaires vont être faites à Mururoa ; elles coûteront extrêmement cher, elles peuvent constituer un danger pour les populations des pays riverains du Pacifique Sud et elles seront totalement inutiles sur le plan militaire.

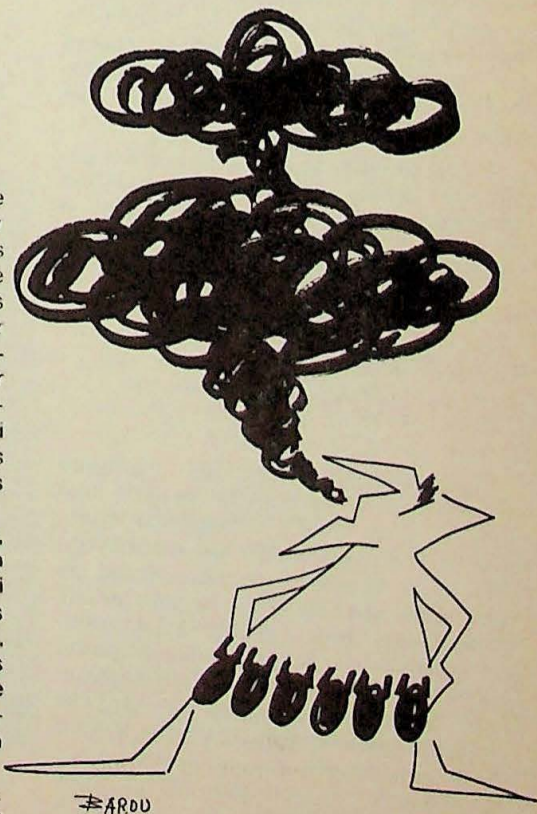
Contre cet hymne à l'absurdité, les centrales syndicales internationales organisent un boycott des produits français, l'Australie prend l'initiative d'une plainte devant la cour internationale de Justice ; des bateaux vont entrer dans la zone «interdite» (celle où les retombées peuvent causer des dégâts immédiats) et surtout une marche est organisée à partir de l'Ambassade de France à Londres, passant par Ostende (où elle arrive le 19 mai), Courtrai ; elle doit arriver à Lille le 26 mai, à Taverny le 1^{er} juin et à Paris le 2 juin. En France, cette manifestation est soutenue par toute une série d'organisations, «Les Amis de la Terre», la C.G.T., la C.F.D.T., le P.S., le mouvement de la Paix, le M.D.P.L., etc.

Bien sûr, le P.S.U. y participera aussi largement que possible, mais c'est un mouvement qui devrait recevoir un soutien extrêmement large, car à tous ceux qui refusent l'arme nucléaire pour des raisons morales ou philosophiques, à tous ceux qui pensent qu'elle représente des dépenses énormes et inutiles, à tous ceux qui estiment que la force de frappe française est à condamner parce qu'elle n'est pas crédible, devraient s'ajouter tous ceux qui sont susceptibles de s'insurger contre la bêtise, quand elle se manifeste de façon aussi provocante.

Bernard Jaumont. ■

(1) On calcule la puissance des armes nucléaires en la comparant à celle qui est produite par l'explosion d'un explosif classique, le TNT. Une bombe de 1 kilotonne équivaut à 1.000 tonnes de TNT ; un engin d'une mégatonne, à 1 million de tonnes de TNT.

(2) Voir « Français si vous saviez... »



les cloaques du pouvoir

Remettre les choses à leur véritable place. Voilà qui n'est pas souvent facile en politique. Devant le développement énorme de l'affaire Watergate, il faut pourtant garder un peu de bon sens. C'est pourquoi Bernard Jau-mont exprime sa surprise d'observer un système politique qui range les crimes de guerre dans la rubrique des faits divers et les vols de papier dans celle des méfaits historiques.

Reste que le climat politique américain est bouleversé. Rappeler les faits et en mesurer les conséquences éventuelles est donc nécessaire pour comprendre dans quelle mesure la situation ainsi créée est nouvelle.

« **U**N cambriolage de troisième zone ». Tel est le commentaire que Richard Nixon fait en cet été 1972, quelques semaines avant son duel avec George Mac Govern, d'une tentative de vol qui vient d'échouer au quartier général électoral du Parti Démocrate. Et après tout, pourquoi pas ? Toutes les polices du monde pratiquent le renseignement, et pas seulement sur les « droit commun ». A Paris, derrière les Invalides, de vastes locaux abritent les services d'écoutes téléphoniques qui permettent de violer en permanence la vie privée de n'importe qui, y compris de Michel Poni-towski, secrétaire général des Républicains Indépendants, qui s'était plaint un jour de l'attention trop amicale dont les Renseignements Généraux l'entouraient. C'était avant qu'il ne devienne ministre.

Dans ces conditions, Nixon avait raison de ne prêter guère plus d'importance à un cambriolage « sale » que constitue un vol avec effraction qu'aux cambriolages « propres » que commettent tous les gadgets électroniques modernes. L'inculpation de deux anciens ministres, dont celui de la Justice, John Mitchell, qui avait pris pour devise « la loi et l'ordre », le renvoi de tous les principaux conseillers de politique intérieure de la Maison Blanche, la démission du ministre de la Justice en fonction et du directeur du F.B.I. (les R.G. américains) paraissent alors des conséquences démesurées par rapport au fait générateur. C'est que l'Europe a mis du temps à comprendre que Watergate n'est qu'un maillon du système Nixon : c'est la découverte de ce système bien particulier de gouvernement qui crée une des crises politiques les plus graves depuis la fondation des Etats-Unis d'Amérique.

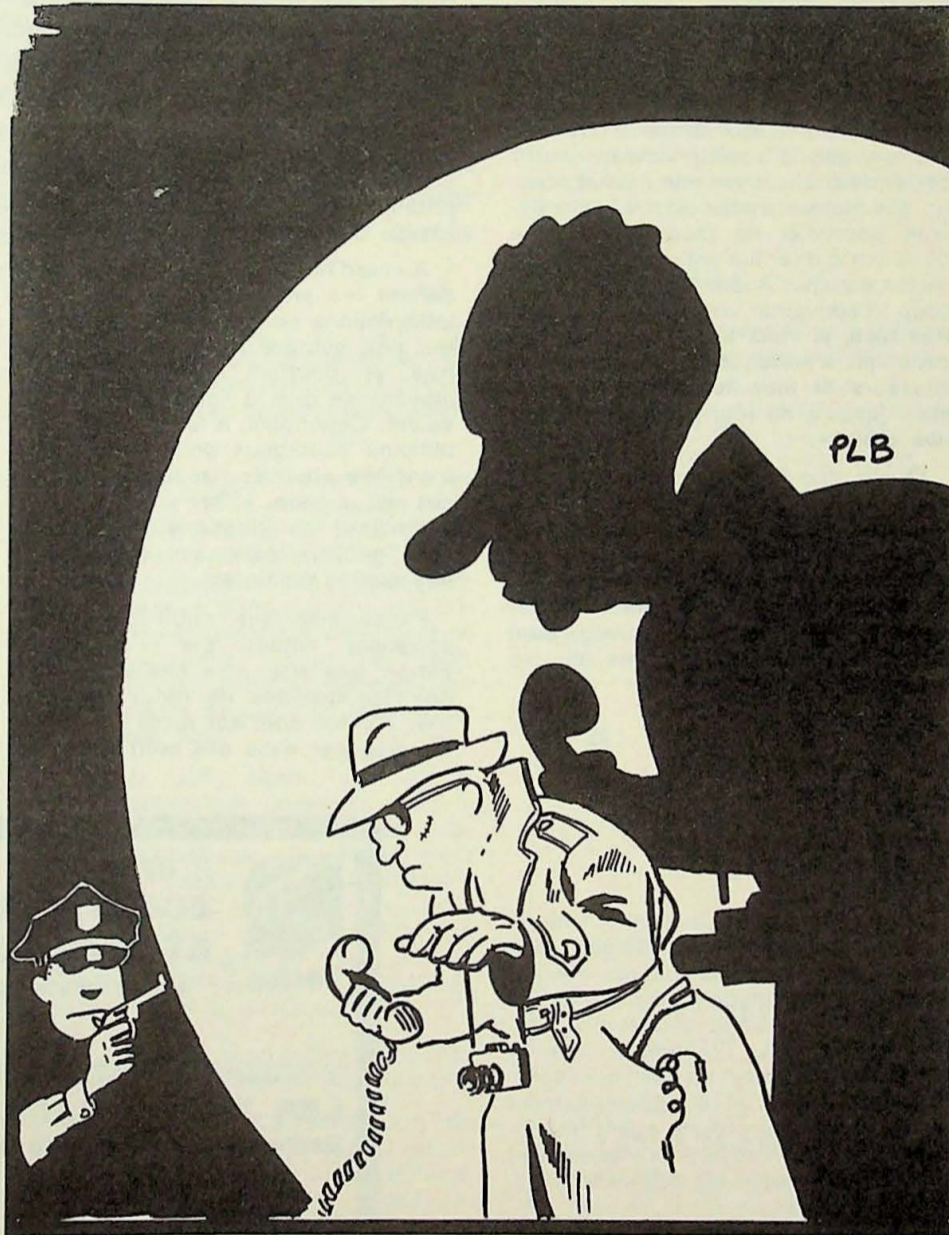
le système Nixon

Pourquoi un système Nixon ? Parce que tout dans l'activité du cabinet présidentiel n'est pas destiné à promouvoir une politique des Etats-Unis mais une politique permettant au clan Nixon de conserver le pouvoir : pour Nixon lui-même en 1972, pour un de ses proches en 1976. Le peuple américain vient de découvrir que la Maison Blanche s'est transformée en ces célèbres lieux de Chicago où Al Capone élaborait des plans pour éliminer les factions rivales au temps de la prohibition.

Naturellement, le clan Nixon était convaincu de représenter l'intérêt national. C'est en son nom qu'il a utilisé tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. Par la brèche de Watergate commencent à déferler sur la place publique tous les mauvais coups restés secrets : cambriolage des bureaux du médecin-psychiatre de Da-

niel Ellsberg, celui qui est à l'origine de l'affaire des dossiers du Pentagone (qui révélaient les provocations américaines dans les aggravations suc-

couvrir. Il disparaît au contraire pour laisser à nu la réalité à vrai dire assez terrifiante d'un pouvoir immense détenu par des individus douteux.



cessives du conflit vietnamien, depuis l'incident de la baie du Tonkin) ; réunion de documents compromettants sur le sénateur Edward Kennedy à la suite de l'accident de voiture qui coûta la vie à sa secrétaire, Marie-Jo Kopechne ; liens très étroits entre John Mitchell, toujours lui, et des financiers véreux, dont l'un est recherché par la police pour détournement de fonds, dans le cadre du financement de la campagne électorale républicaine. Et encore, le voile ne fait-il que se lever en partie. Le « Washington Post », journal qui a été à l'origine de toute l'affaire, déclare détenir de nombreux autres éléments d'accusation qu'il ne peut encore publier faute de preuves suffisamment indiscutables.

Il est bien évident que lorsque le gangstérisme tient lieu de seule méthode de gouvernement, le motif de l'intérêt national ne suffit plus à le

Or, quoi qu'on en pense, l'Amérique s'est forgé un mythe présidentiel. Même si certains des occupants de White House ne furent pas très brillants ni très intègres, c'est l'image de George Washington, Abraham Lincoln et John Kennedy qui a marqué ces murs de son empreinte. Dans son enfantillage dramatique, le peuple américain accepte sans broncher que l'on détruise Hanoï comme on a rasé Guernica, mais il ne peut supporter que son président soit un tricheur.

Les amateurs de Lucky Luke connaissent bien ces tristes desperados que les hommes du village viennent d'enduire de goudron et de plumes pour avoir été surpris à tricher dans les concours de cartes du saloon local. Il y a dans cette image humoristique une vérité profonde de l'âme américaine. C'est pourquoi le prestige du président Nixon est aujourd'hui très

le respect de la personne humaine

QUE ce président se serve de « complots » montés de toutes pièces par ses services pour justifier l'intervention de ses troupes au Guatemala, à Saint-Domingue, à Cuba ou au Vietnam où elles soutiennent des régimes plus ou moins fascistes à sa dévotion.

Qu'il appuie partout les cliques militaires les plus sanguinaires : c'est normal ; qu'il couvre les généraux qui ont ordonné ou laissé faire le massacre de populations civiles à My-Lai et ailleurs : il défend l'honneur national.

Qu'il trompe des millions d'électeurs en laissant croire qu'il va conclure un cessez-le-feu au Vietnam alors qu'il se prépare à reprendre les bombardements les plus meurtriers sur Hanoi : il sera réélu triomphalement.

Qu'il continue ensuite à violer les accords signés, qu'il poursuive le massacre des Cambodgiens, qu'il fasse ou laisse assassiner les leaders noirs dans de grossières machinations policières qui ne cherchent même pas la crédibilité : c'est un héros national.

Mais le crime inexcusable, inadmissible, intolérable, impardonnable, ce qui justifie un raz de marée de l'opinion, c'est d'avoir essayé de chaparder quelques papiers chez son concurrent.

Quelle merveilleuse hiérarchie des valeurs et quelle admirable civilisation. Le capitalisme a bien quelques inconvénients, mais au fond personne n'est parfait, et cela vaut bien quelques sacrifices de défendre un régime qui fait ainsi passer avant toute chose la liberté, la démocratie, l'individu.

Watergate, c'est un peu la revanche des populations massacrées au Vietnam, des Noirs assassinés, des latino-américains exterminés : quelle extraordinaire satisfaction pour toutes les victimes des atrocités américaines d'avoir été tuées au nom d'une civilisation qui fait la démonstration que pour elle rien n'est sacré comme le respect de la personne humaine...

B. J. ■

bas ; et si personne n'envisage ouvertement une procédure de destitution, en particulier dans le camp démocrate, c'est bien sûr, d'abord, parce que le vice-président Agnew accèderait alors au poste suprême et que rien n'est plus redoutable, mais aussi parce que l'institution présidentielle elle-même en subirait les conséquences. La classe politique américaine est unanime à souhaiter que les institutions ne pâtissent pas de cette crise.

assouplissement

Il est trop tôt pour dire si ce vœu sera exaucé. Pour le moment, il est seulement certain que la position internationale de Nixon est affaiblie. Brejnev, qui part bientôt en voyage officiel aux Etats-Unis, treize ans après Khrouchtchev, le sait. En Europe où l'on prépare les négociations commerciales de l'automne (le Nixon Round), on a également du mal à cacher une certaine satisfaction de voir l'adversaire économique en difficulté. Néanmoins, il est bien difficile d'affirmer que les étrangers pourront tirer parti de ces problèmes internes à l'Amérique. Il est plus sûr qu'elle-même en tirera profit par un assouplissement de la politique Nixon. Elle qui n'était faite que de mépris à l'égard de la presse, d'ignorance ou de répression à l'égard des déshérités, de vituperations idéologiques sur la loi et l'ordre, devra quitter l'extrême-droite pour se rapprocher du centre. Dans cette affaire, le vice-président Agnew, qui faisait figure de favori républicain pour 1976, a sans doute beaucoup perdu, bien qu'il n'ait jamais été mis en cause directement.

En revanche, la liberté de la presse, grâce à l'action du « Washington Post », a beaucoup gagné et a montré à quel point elle est une garante fondamentale de la liberté tout court. S'il n'y avait que cette leçon à tirer de Watergate, elle serait déjà immense.

Jacques GALLUS ■

UNION SOVIÉTIQUE :

un nouveau baillon

Ken Coates est l'un des principaux animateurs de l'Institute for Worker's Control et de la Fondation Bertrand Russel. Militant anticapitaliste, il a pris une part considérable dans la lutte internationale contre l'agression américaine au Vietnam. C'est au nom du socialisme qu'il se bat aujourd'hui pour que les écrivains socialistes russes puissent continuer d'écrire malgré la censure bureaucratique.

CANNEE dernière, est apparu sur les rayons des bibliothèques un épais volume de plus de 600 pages d'une argumentation serrée et qui fut le livre le plus intéressant que j'ai lu depuis des années. C'était un travail sincère jusque dans le détail, rigoureusement documenté et passionnément engagé, écrit par un communiste russe ; il avait été écrit dans la clandestinité et passé de main en main sous forme de mémographe par le mouvement Samizdat (1), avant que quelqu'un le fasse sortir en contrebande pour le proposer aux éditeurs occidentaux.

Roy Medvedev, auteur de « *Let History Judge* » (2), n'est qu'un des remarquables écrivains qui, venant à l'origine du Samizdat, a été découvert par le public mondial. Il a aussi rédigé, plus récemment, un gros ouvrage plaçant le dossier de l'opposition aux formes arbitraires de gouvernement socialiste (3) et analysant la signification de la démocratie dans une société socialiste. Cela a été publié en France mais nous attendons encore une version britannique.

un témoignage vivant

Pour tous ceux qui ont suivi les procès et les persécutions de la révolution socialiste tout au long de ce siècle, et qui ont quelques notions des conséquences effrayantes de la dictature stalinienne pour tout le mouvement mondial pour l'égalité entre les hommes et pour une société juste, le Samizdat est venu comme un témoignage vivant de la réalité de l'espoir, une preuve triomphante que la vision oppressante de George Orwell de l'inévitable victoire du totalitarisme sur l'esprit humain n'est, tout simplement pas vraie.

Ce qui a été plus important que tout autre fait isolé concernant l'Union Soviétique à l'ère Brejnev, ce n'est pas le lancement de vaisseaux vers la lune, ni encore le désastre des échecs agricoles, ni le « rapprochement » (4) ni même le ralentissement de la croissance industrielle, ni le sort d'aucun des indices de production, mais la survie de l'authentique impulsion libertaire de 1917 contre les assauts étouffants de la censure, de l'intimidation officielle, de la détention illégale et de la cruauté bureaucratique. Cette survie, telle qu'elle apparaît dans les livres de Medvedev, n'est pas seulement une réminiscence des vieux rêves révolutionnaires, ou un talisman comme le cadavre embaumé du défunt sur la Place Rouge, mais c'est un développement constructif de tout ce qui était le plus humain et le plus adapté des idéaux de Lénine et de ses contemporains.

C'est bien parce que le message des opposants socialistes russes est si vital pour l'avenir du socialisme à l'échelle du monde qu'il est nécessaire de sonner d'urgence l'alarme.

Le 27 mai de cette année, en effet, le gouvernement soviétique sera admis comme membre de la Convention universelle sur les droits d'auteur. Jusqu'à maintenant, les auteurs russes ont été gaillardement dépouillés de leurs redevances par beaucoup d'éditeurs capitalistes hors d'U.R.S.S. et les maisons d'éditions soviétiques en ont fait autant en sevrant les auteurs occidentaux chaque fois que cela a été possible.

En tant que socialiste, je ne crois pas réellement aux droits d'auteur : je crois que la société devrait nourrir ses écrivains, comme elle devrait nourrir ses autres travailleurs et elle devrait apprécier de façon critique ce qu'ils ont à dire. Il n'est pas nécessaire de les enrichir. Aucun doute que beaucoup d'écrivains vont dire : « **c'est très bien, si vous avez supprimé tous ceux qui s'enrichissent et leurs successeurs et tous les autres requins, mais jusqu'à ce jour-là, nous voulons nos droits** ».

Quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur cette question, on doit sûrement insister sur ce que la convention sur les droits d'auteurs a été faite pour protéger les auteurs, pas pour les faire disparaître. Elle les protège au sens bourgeois en sauvegardant leur compte en banque, mais elle les protège néanmoins.

Brejnev agent littéraire

Mais le 27 mai, la Convention universelle va être dirigée et dirigée sans merci contre tous les auteurs soviétiques dont le courage et l'honnêteté les obligent à agir sans autorisation étatique. L'UNESCO, l'organisme international qui s'occupe de ces questions, a reconnu le droit du gouvernement soviétique à agir comme agent littéraire de tous les citoyens soviétiques et de recevoir toutes les redevances qui leur sont dues.

Ceci implique que, avec un tout petit peu d'ingéniosité, ce gouvernement pourra supprimer à l'étranger toutes ces opinions qu'il n'a pu, jusqu'à présent, décourager que sur son territoire.

Les publications du Samizdat à l'étranger ont toujours été possibles, jusqu'à présent, précisément dans une situation où elles n'étaient pas autorisées par leurs auteurs. Du fait que les Soviétiques étaient exempts des droits d'auteurs mondiaux, les éditeurs occidentaux avaient non seulement la liberté de publier des éditions pirates des livres russes, mais étaient en même temps, tenus pour seuls responsables de l'acte de piraterie, et de la parution du livre en question. De cette étrange façon, les écrivains soviétiques publiés à l'étranger ont pu largement échapper aux persécutions, ou à tout le moins limiter les représailles qui pouvaient légalement être prises à leur encontre.



1^{er} MAI A MOSCOU : « ... le plus humain et le plus adapté des idéaux de Lénine... ».

Maintenant, le gouvernement soviétique pourra légalement interdire de telles publications, pourvu simplement qu'il fasse une édition symbolique de tout ouvrage qu'il souhaite interdire, puisqu'il retiendra les droits à l'étranger (aucun doute qu'il puisse ensuite, s'il le veut, trouver les moyens de faire disparaître toutes les idées indésirables qu'il aurait ainsi publiées).

La Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Suède, les Etats-Unis, la Suisse, l'Italie et les autres pays capitalistes développés ont tous fourni un asile à Lénine, Trotsky, Zinoviev, Rakovsky, Gorki et d'autres révolutionnaires avant 1917. Leurs livres et leurs journaux furent publiés à partir de Londres, Genève, New York, Berlin, Paris et Vienne. Le tsarisme ne put rien contre cela. Mais après le 27 mai, à moins que nous ne fassions quelque chose, Roy Medvedev pourra être réduit au silence par les tribunaux britannique, français ou suisse, à la demande des autorités soviétiques.

Aujourd'hui, les socialistes russes défient les prisons, les asiles et les intimidations policières de toutes sortes, plus subtiles les unes que les autres et pourtant, ils trouvent les moyens de dire la vérité telle qu'ils la voient. Cependant, à la fin de mai, ces témoins courageux pourront parfaitement être attaqués par toutes les polices du monde « libre », tout autant qu'endurer les attentions de leurs propres geôliers nationaux et de leurs psychiatres politiques.

Est-ce cela que notre mouvement socialiste entend par « détente » ? Est-ce que nos écrivains sont à ce point préoccupés de ranger les roubles qui leur sont dûs qu'ils souhaitent les disposer dans des coffres qui se-

ront aussi la tombe de cette riche partie de la conscience universelle qui est et qui restera indestructiblement russe ?

Ou pouvons-nous obliger l'UNESCO à repenser le problème et à informer M. Brejnev que l'abrogation de liberté que Nicolas II n'a pas pu obtenir à l'extérieur de son propre territoire ne sera pas offerte même au chef de la deuxième puissance du monde moderne ?

une commission de contrôle

Il est certain que la moindre exigence que l'opinion mondiale devrait imposer à l'UNESCO, est qu'elle établisse une commission de contrôle formée d'écrivains d'esprit large pour mettre au point l'application des nouveaux accords avec l'U.R.S.S. La chartre d'une telle commission devrait faire apparaître qu'elle a le droit de recommander la suspension de l'adhésion de l'U.R.S.S. à la Convention sur les droits d'auteurs, s'il est établi que les lois sur ces droits sont utilisées pour supprimer la liberté d'expression ou pour intimider ces auteurs.

Ken COATES ■

(1) Autopublication.

(2) « Le Stalinisme ». Ed. du Seuil. En vente à « TS », 49 F.

(3) « De la démocratie socialiste ». Ed. Fayard. En vente à « TS », 32 F.

(4) En français dans le texte.

(Titre et intertitres sont de la rédaction de « TS »).



R. BERNARD
**ECOLE, CULTURE
ET LANGUE FRANÇAISE**

tema « parler bourgeois... » Tema-formation : 19,90 F

MANGENOT, ALISÉ, REMOUSSIN
LES JEUNES FACE A L'EMPLOI
Bacheliers, O.S. ou chômeurs ?

Tema-action : 20 F

R. BURFIN
LE FRANÇAIS POUR TOUS
Recyclage pratique pour adultes

Tema-plus : 25 F

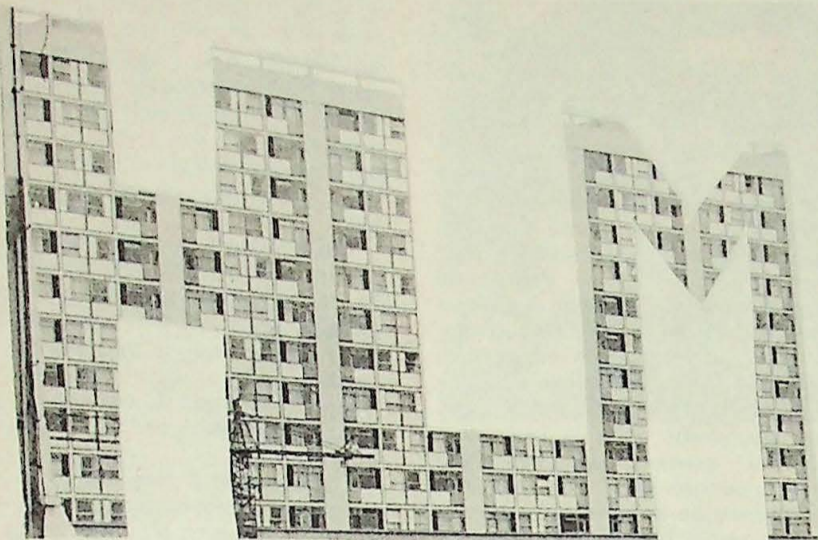
A. WILLENER, A. GANTY, G. MILLIARD
VIDEO ET SOCIETE VIRTUELLE
Vers une troisième culture

Tema-communication : 19,90 F

M. CATANI
**ALPHABETISATION DES TRAVAILLEURS
ETRANGERS**

Une relation dominant/dominé Tema-formation : 26 F

menaces sur les



Le mardi 8 mai, France-Soir titrait à la une : « Rien ne va plus dans les HLM ». Le même jour, à l'appel de la CGT et de la CFDT, le personnel de l'OPHLM (interdépartementale de la Région Parisienne) se mettait en grève pour soutenir la délégation envoyée à VITTEL, au congrès national HLM et réaffirmer son opposition à la loi du 16 juillet 1971, et à toute tentative de privatisation du logement social. Pour pouvoir la combattre efficacement il est important de connaître avec précision par quels procédés on entend la mettre en place.

L'essentiel de la loi consiste en la création d'Offices Publics d'Aménagement et de Construction (OPAC) par la transformation de la nature juridique des Offices d'HLM : d'établissements à caractère administratif, qu'ils sont actuellement, ils prendront en effet, en devenant OPAC, un caractère industriel et commercial. Pour le plus grand profit des capitaux privés.

des arguments fallacieux

D'Albin Chalandon, l'ancien ministre de l'Équipement, à Christian Bonnet, actuel secrétaire d'État au logement, en passant par Olivier Guichard, les arguments ne manquent pas pour justifier la création des OPAC. Pas un seul pourtant ne résiste à l'examen.

Qu'il s'agisse en effet de « libéraliser » le fonctionnement des Offices en les extirpant du carcan administratif et en allégeant les tutelles ; qu'il s'agisse de leur insuffler un « dynamisme nouveau », en élargissant le champ de leur compétence ; qu'il s'agisse encore de faciliter le recrutement de personnel qualifié en accroissant le niveau de rémunération : on ne voit pas en quoi toutes ces mesures ne pourraient pas être prises dès à présent dans les offices tels qu'ils existent — sans avoir pour cela à modifier leur nature juridique. Pas plus d'ailleurs que celle de statut du personnel, menacé d'exclusion de la fonction publique sans qu'il soit tenu vraiment compte des droits acquis.

Pour bien analyser ces perspectives de réforme du secteur HLM de la construction, il est nécessaire de rappeler un certain nombre de faits majeurs, de la replacer dans son contexte :

— la part du logement aidé par l'État dans les logements construits chaque année, a régulièrement diminué, conformément aux orientations du 6e Plan.

— les taux d'intérêt des prêts de l'État aux organismes d'HLM, sont pas-

sés depuis 1966, de 1 % à 2,95 %, grevant lourdement les annuités de remboursement des Offices et provoquant ainsi une hausse généralisée des loyers ;

— l'accroissement considérable du secteur privé de la construction s'est fait principalement sur la base du développement privilégié de « l'accès à la propriété ». Il n'est peut-être pas nécessaire d'insister sur les calculs stratégiques qui ont déterminé ce choix : acquéreur lié par le crédit, main mise du système bancaire sur tout le secteur de la construction et de l'urbanisme, etc.

Dans le même temps, bien sûr, la part de logements construits pour la location a régulièrement baissé, les sociétés d'économie mixte (SEM) n'ont pu éviter la stagnation et le système d'attribution des primes à la construction a peu à peu éliminé les SEM municipales qui avaient su préserver une relative indépendance à l'égard des grandes banques d'affaires.

Le secteur HLM lui-même a fait l'objet d'attaques constantes du pouvoir :

— tentative de démantèlement du parc locatif d'HLM avec la loi imposant la vente des logements aux locataires qui en feraient la demande ;

— réglementation de 1963 éliminant les municipalités de la gestion des Offices, le gouvernement imposant un représentant du Préfet à la présidence et éliminant également les représentants des locataires dans les nouveaux Conseils d'Administration.

l'enjeu

Telle est donc « la toile de fond » où s'inscrit la réforme en cours. Il s'agit maintenant de définir clairement ce qui est actuellement en jeu : la destruction du dernier bastion où la loi du profit capitaliste n'exerçait pas totalement sa dictature, désormais absolue, dans l'immobilier.

Ceci mérite quelques commentaires :

Le secteur HLM n'a certes pas été

jusqu'ici épargné par l'évolution des quinze dernières années marquées par la pénétration — devenue hégémonique — de la loi capitaliste dans le secteur du logement et de la ville en général :

— la spéculation foncière a contribué à imposer les constructions HLM dans les sites excentrés, sans moyens de transports ;

— le but social du secteur HLM a souvent été détourné au profit des grandes entreprises du bâtiment pour garantir leur croissance et favoriser la concentration capitaliste.

Mais, dans le domaine du logement, les Offices d'HLM restent malgré tout, à l'heure actuelle, les seuls organismes dont le mode de gestion interne n'est pas soumis à la loi de la rentabilité immédiate.

Le but du pouvoir est donc, par le biais d'une prétendue recherche d'équilibre financier, de mettre les Offices à l'unisson des autres parties prenantes — promoteurs privés, sociétés anonymes d'HLM, SEM, etc. — qui interviennent dans le processus d'urbanisation : la ville comme source de profits, et non la ville pour répondre aux besoins de ses habitants.

du souffle !

Quant au personnel des Offices, que son statut actuel assimile à la fonction publique et qui a une conscience vive d'assurer un service public, on a déjà vu que la réforme le subordonne désormais également aux dures nécessités de la rentabilité...

Comble d'ironie : au moment où le pouvoir n'a que le mot de décentralisation à la bouche, la réforme des OPAC se traduira par une nouvelle escalade vers la concentration bureaucratique.

C'est en effet le préfet de région qui désormais, contrôlera les OPAC, à la tête d'un Conseil d'Administration à son entière dévotion.

Dans ces conditions, il faut beaucoup de souffle à M. Guichard pour écrire, dans « le Monde » du 12 mai : « la tâche de ceux qui veulent débloquer la société est justement de multiplier les niveaux où la responsabilité est ainsi exercée : cela s'appelle développer la démocratie locale, et un gaulliste ne voit pas de contradiction dans le double combat pour un état juste, libre et fort, et pour une démocratie locale vivante ! ».

A moins d'admettre que pour M. Guichard la démocratie est une procédure qui s'exerce par le truchement de l'argent des Banques d'Affaires et des instructions d'un Préfet de Région, il est difficile de garder son sérieux à la lecture de la prose du ministre qui se permet d'affirmer que « mieux qu'un droit au logement » (droit qu'il lui est aisé ainsi d'escamoter...) c'est un « droit à la ville que nous voulons assurer ».

« L'ordre caché derrière le désordre apparent » que mentionne M. Guichard les travailleurs le connaissent bien : c'est le système capitaliste, dont la survie est liée à la maîtrise de tous les secteurs qui ont pu, au moins partiellement, lui échapper jusqu'à une période récente.

A l'occasion de la réforme en cours, les militants P.S.U. engagés dans les luttes doivent agir en vue de l'unification des mouvements sur la base des mots d'ordre du contrôle populaire sur la ville :

— lutte du personnel des Offices pour la défense d'un service public menacé ;

— lutte des associations de locataires pour imposer le contrôle sur la gestion des offices HLM, des loyers, des charges.

— révision du calcul de l'allocation-logement (avec notamment inclusion des charges dans son montant).

— droit au logement décent pour tous.

Décidément, France-Soir a raison : rien ne va plus dans les HLM !

LA LIBRAIRIE

tribune
socialiste

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 11 :

A QUI APPARTIENT PARIS ?

(C. Bourdet) 29,00

1907, LA REVOLTE DES VIGNERONS

(F. Napo) 22,00

LES NATIONALISATIONS

..... 9,00

QUAND LA DROITE SE SERT DE LA GAUCHE

(J. Gallus et Ph. Brachet)

ICI PRAGUE

L'OPPOSITION INTERIEURE PARLE

Présentation de Jiri Pelikan 39,00

HACHETTE, LA PIEUVRE VERTE

Témoignage d'un militant C.F.D.T. 12,00

Prix réel 111,00

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - PARIS 15^e

C.C.P. 58.26.65 Paris

Règlement à joindre à la commande

STOP! ou l'automobile en question

Les lemmings, vous connaissez ? Ces animaux que l'on trouve dans les pays nordiques présentent cette particularité, lorsque leur communauté atteint un seuil de surpeuplement qui menace leur équilibre, de se précipiter dans la mer où s'opère ainsi une sorte de suicide collectif... Chaque année, des milliers de Français meurent sur les routes, particulièrement à cette époque de l'année, entre avril et juin, où nombreux sont les week-ends qui permettent de s'évader de l'enfer du quotidien. Rien n'y fait — ni les conseils, ni les « Monsieur quelque chose » que le gouvernement nomme périodiquement, parce que l'opinion s'émeut. Le prix de l'automobile ? C'est ce que se sont attachés à évaluer Julien Fabre et Hervé Michael dans un petit livre, STOP ou l'automobile en question (1) qui paraît cette semaine au Mercure de France. Après avoir évoqué tour à tour le poids économique, politique et idéologique de la voiture, les possibilités techniques qui permettraient de vivre dans « un monde sans automobile, sans automobile... », ils proposent quatre objectifs à court terme que le contrôle populaire pourrait imposer : interdiction du centre des villes aux voitures, priorité aux transports en commun, temps de transport compris dans le temps de travail et nationalisation des entreprises de location de voitures. Mais ils proposent aussi une tactique dont nous livrons les éléments à votre réflexion.

(1) Julien Fabre et Hervé Michael, STOP ou l'automobile en question, Mercure de France, collection En Direct, 172 p., 20 F. En vente à la librairie de « TS ».

AU fond, le problème est diaboliquement simple : nous nous trouvons dans une situation où la voiture est prédominante, très populaire et encouragée par le pouvoir politique, et crée des difficultés de plus en plus insurmontables.

Il existe une autre organisation possible des transports, axée sur une très large utilisation des transports collectifs. Il importe peu d'ailleurs qu'il s'agisse de turbotrains, d'aérotrains, qu'on y emploie le coussin d'air ou la roue, le moteur linéaire, un moteur à explosion perfectionné ou des batteries. Il faut passer de la situation actuelle à celle qui pourrait la remplacer pour l'avantage de la très grande majorité d'entre nous.

Nous avons vu qu'en théorie une telle transformation est possible sur le plan économique et social. Il s'agit donc tout simplement de franchir deux obstacles : acquérir le soutien populaire aux solutions qui remplacent la voiture partout où cela est possible ; forcer le pouvoir politique à les accepter.

Emporter le soutien populaire.

Les gens qui nous gouvernent savent bien que, pour prolonger la vie de la voiture, il leur faudra restreindre un peu plus encore la liberté de son utilisation. Il est très probable qu'une limitation généralisée de la vitesse sera instaurée dans les prochaines années en France. On nous citera l'exemple américain et on prendra bien soin de ne pas limiter la puissance des voitures qu'on nous vendra : « Monsieur, si je ne vais pas plus vite, c'est parce que je suis raisonnable (c'est-à-dire que je trouve déraisonnable de payer des amendes énormes), mais si je voulais, il me suffirait d'appuyer, vous savez... », et on nous expliquera que ces puissances ont l'intérêt de permettre des reprises « correctes ».

Ainsi, les constructeurs ne seront pas obligés de baisser leurs prix.

la nécessaire solidarité

Il en coûtera de plus en plus cher de ne pas obéir aux règles de stationnement, de sobriété, peut-être même d'équipement antipollution de nos véhicules. Ainsi seront trouvées les ressources indispensables à l'Etat pour faire fonctionner ce système répressif

et continuer à payer les pots qu'il n'aura pu empêcher de se casser.

Les forces de police, les radars ou les ordinateurs qui nous infligeront des amendes seront financés avec l'argent de ces amendes, et s'il reste quelque chose, cela servira à la construction des hôpitaux indispensables à ceux qui auront échappé aux contrôles mais pas aux platanes, cela servira à bâtir un peu partout des murs.

l'accident des autres

L'AUTOMOBILE tue : plus de 16.000 morts en 1972, plusieurs centaines de millions de blessés, l'équivalent de la population de Toulouse, de nombreux week-ends à plus de cent morts. Alors, qui est responsable ?

Faut-il, à ce sujet, parodier la chanson de Graem Allwright : Qui a tué Davy Moore ? Ce n'est pas nous, répondent les ingénieurs des Ponts et Chaussées, l'infrastructure s'améliore sans cesse ; ce n'est pas nous, disent les fabricants d'automobiles. Voyez notre publicité : passionnante créature pour passionnés, nous travaillons à la faire chaque jour plus sûre, plus saine, plus franche ; ce n'est pas la vitesse qui tue, c'est l'inconscience de certains, l'alcool, la fatigue, le mauvais état des routes. Ce n'est pas nous, répondent les fanatiques du volant, nous connaissons nos possibilités, celles des suspensions et l'adhérence de nos pneumatiques. Ce n'est pas moi, dirait la société. Et tous : l'accident c'est les autres. C'est l'autre qui le cause et en est victime jusqu'au jour...

Cette semaine, la grande presse a tenté de nous expliquer, mais sans pour autant renoncer même momentanément à la publicité pour l'automobile.

Laissons de côté les arguments de pure technique : l'amélioration du réseau routier et la création d'un réseau autoroutier ne diminuent pas les risques, ils accélèrent seulement le débit et constituent une incitation supplémentaire à l'achat de la voiture. Quant à la répression elle est inefficace et un bon avocat ou quelques relations permettent dans la plupart des cas d'éviter le retrait du permis de conduire.

La véritable question à poser est dans le : pourquoi l'automobile est-elle

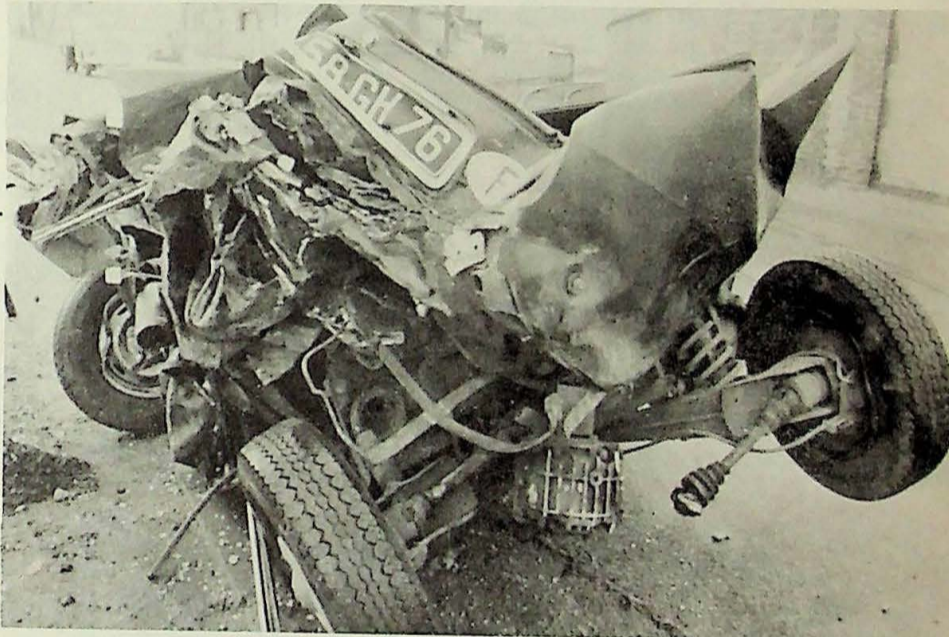
antibruits hauts comme des murs de prison, et des purificateurs d'air laids comme la pollution.

Nous pouvons faire confiance à l'Etat actuellement en place en France pour développer toutes les méthodes répressives possibles. Quitte à les assaisonner d'un peu de persuasion plus ou moins adroite, genre Prévention routière, à faire une amnistie à chaque nouveau président de la République bien élu et à n'agir qu'entre deux élections législatives pour ne pas risquer la colère qui enverrait ses députés se reconverter dans la promotion immobilière... ou la construction d'autoroutes à péage.

Si certaines de ces mesures auront, bien sûr, un effet bénéfique, si on peut espérer un peu moins de pollution, un peu plus de survivants aux grands départs et aux week-ends noirs, elles ne renverseront pas le mouvement. Et elles auront le terrible inconvénient d'habituer un peu plus encore les Français à l'obéissance sous menace, à l'ordre abstrait, lointain, inquiétant d'un Etat anonyme.

Pour nous prémunir, très incomplètement, d'un mal : l'automobile, n'utilisons pas d'armes plus dangereuses encore.

Pour acquérir le soutien populaire



devenue le symbole d'une certaine conception de la vie ? Pourquoi les pouvoirs publics ont-ils intérêt à ce qu'il en soit ainsi ?

« Génération de Bugatti » remarquait déjà Saint-Exupéry dans les années trente. C'est pire encore aujourd'hui. L'automobile est devenue pour une partie de la jeunesse, dans les petites villes de province notamment où l'aliénation du travail est maintenant intensément ressentie, le dérivatif par excellence. Le choix entre tel modèle de voiture ou le confort de l'habitat, parfois le plus élémentaire, n'obéit pas à des critères de rationalité économique. Il n'est plus de nos jours qu'un choix imposé par une certaine culture. C'est la société qui choisit pour nous, et choisit l'automobile.

l'ivresse...

L'ivresse de la possession automobile est d'autant plus ressentie qu'on se trouve dans une zone plus marginale de la société, en particulier les banlieues des grandes agglomérations. Dans ce cas le rôle de la voiture est double : elle permet d'abord de résister à l'enfer ; il n'est pas rare de voir le bricolage de voiture devenir permanent, certains achetant et revendant régulièrement, mais dans la plupart des cas sans bénéfices. Mais aussi il s'agit plus inconsciemment de résister à l'information de l'environnement. L'homme

au remplacement de l'automobile, il faut à la fois profiter de toutes les occasions d'expliquer le phénomène automobile et ses tares et faire comprendre que la voiture individuelle n'est pas l'inéluctable conséquence du progrès.

En utilisant pour cela toutes les occasions favorables. En s'adressant à l'automobiliste bloqué dans un embouteillage pour lui démontrer qu'un bus qui passerait par là permettrait de dégager quarante voitures et que dix bus feraient disparaître l'embouteillage, lui permettant d'être chez lui (ou ailleurs) plus tôt.

En distribuant des tracts aux feux rouges, en provoquant des conversations à l'occasion d'auto-stop sur quelques centaines de mètres, en affichant sur les trajets des grands départs automobiles les vraies raisons des accidents.

En mettant à profit l'augmentation du prix de l'essence, de l'assurance automobile ou de la vignette pour faire comprendre que le coût de l'automobile ne s'arrête pas à celui du « plein » : ainsi sera donnée aux automobilistes l'occasion de réfléchir sur le coût réel et l'opportunité de posséder une voiture.

En retournant contre les marchands

finit par prendre conscience de sa condition de simple rouage de la société c'est il ne saisit pas la finalité. La voiture peut lui apparaître comme un moyen d'élargir sa personnalité sociale. Par là s'expliquent certains goûts actuels : le succès des vieilles « Traktion Avant » par exemple, ou d'anciennes Jaguar, Rolls-Royce ou Porsche. Or ces engins sont nettement moins rapides et plus coûteux que les voitures moyennes actuelles.

En fait, même si c'est moins évident ces deux idées permettent partout d'expliquer la fascination de l'automobile. Car jamais celle-ci n'est conçue comme un moyen de transport ce qu'elle devrait être en réalité. Et voilà encore une cause d'accident : certaines voitures très peu sûres ont la faveur du public. C'est une façon d'affirmer sa personnalité d'autant plus que le milieu environnant est plus gris. On ne dira jamais assez le paradoxe de ce bien de grande consommation diffusé à des millions d'exemplaires, mais présenté comme n'étant pas la voiture de tout le monde, comme un signe de personnalité. On vend chaque jour davantage la voiture qui n'est pas celle de tout le monde !

Dans une société technicienne dont il est difficile de percevoir la grandeur, le choix de la voiture se fait en réaction contre les frustrations personnelles : le cadre de vie désespérément morne, l'ennui quotidien, la fatigue. L'automobile apparaît comme l'instrument d'une révolte individuelle encore confuse. Et

de pétrole la publicité de plus en plus tapageuse qu'ils nous infligent : un gadget pour vingt litres.

L'occasion est belle d'expliquer aux automobilistes que ce sont eux qui font les frais de cette concurrence de plus en plus acharnée entre marques d'essence offrant en réalité des produits absolument identiques, souvent fabriqués dans les mêmes raffineries à partir du même arrivage de pétrole.

Que non seulement ils paient largement le livre, le verre, le crayon feutre ou la médaille qu'on leur « offre », mais que ceux qui leur font ces faux cadeaux sont aussi ceux qui feront tout pour empêcher le progrès que représenterait un remplacement de l'automobile.

accentuer la répression ?

Enfin, il faut utiliser les grandes manifestations « d'autosatisfaction » (courses, salons) pour critiquer ce moyen privilégié de transport. D'ailleurs, certains ont déjà commencé. C'est ainsi que, depuis quelques années, le rallye des Cévennes est perturbé par des manifestations d'hostilité : clous déversés sur la route, rideau de pneus enflammés, etc. Sans aller jusque-là, les 24 Heures du Mans, le Salon de l'Auto, le rallye de Monte-Carlo sont autant d'attractions à utiliser afin de rendre public et manifeste le combat contre l'automobile.

Chaque prolongation de deux stations de métro (une misère) amène le ministre des Transports à expliquer sur place tout l'intérêt porté par les pouvoirs publics aux moyens collectifs de transport. Il serait nécessaire à cette occasion de montrer l'insuffisance de ces dits transports et de montrer que la technique moderne permettrait, si on lui en donnait les moyens, de résoudre nos problèmes de plus en plus inquiétants.

Las des augmentations de tarifs, le mécontentement des usagers est réel. Pourquoi n'organiserait-ils pas à ces



occasions la « grève du ticket » en refusant en masse des hausses comme celles prévues en région parisienne en avril et juillet 1973 (dix centimes à chaque fois) qui ne correspondent à aucune amélioration en contrepartie ?

Encore faut-il bien faire remarquer que cette « grève » doit être collective et ne pas entériner les refus individuels qui sont mal perçus, aussi bien par les autres usagers que par les employés.

D'ailleurs, la solidarité entre travailleurs des transports et des constructeurs d'automobiles d'une part, et usagers d'autre part, doit être renforcée au cours de l'utilisation de tel ou tel moyen d'action. Si les conditions de transport sont déplorables, si l'automobile tue ou pollue, si le métro est bondé, si les bus roulent mal, si le train est en panne, ce ne sont ni les agents des transports en commun ni les travailleurs de l'automobile qui

sont responsables. Cette solidarité s'est déjà manifestée à plusieurs reprises.

Ainsi, en janvier 1970, après l'inauguration tapageuse du R.E.R., de nombreux accidents dus à l'insuffisance des conditions de sécurité pour les usagers survinrent : pour protester contre cette situation, les employés du R.E.R. déclenchèrent une grève qui démontrait clairement leur solidarité avec les usagers. De même, lors de la grève spectaculaire d'octobre 1971 (grève commencée pour protester à la fois contre la remise en cause de l'échelle des salaires et contre les horaires de travail), de nombreux comités d'usagers distribuèrent plusieurs dizaines de milliers de tracts d'explications à la population. Des actions du même type ont été menées à Lyon et à Lille pendant l'année 1971.

En tout état de cause, toute action engagée pour réduire la part de l'au-

tomobile individuelle dans les transports doit toujours être comprise des travailleurs concernés. Il serait ridicule de se heurter à leur incompréhension, à leur hostilité, et donc de diviser les travailleurs alors que l'adversaire est le même : le système économique et social imposé par la bourgeoisie.

Toutes ces actions, toutes ces explications ont pour but de porter des coups à l'automobile en protégeant ceux qui l'utilisent ou sont astreints à sa fabrication. Mais pour être parfaitement efficaces, elles ne devront pas se contenter de critiquer dans l'abstrait la voiture ou d'évoquer l'avenir lointain où il sera possible de la remplacer.

Elles devront avancer des revendications précises qui, si elles sont obtenues, marqueront une étape vers des solutions de plus grande envergure.

Julien FABRE et Hervé MICHAEL ■

revanche absurde contre l'absurde, le goût de la vitesse est la dernière recherche esthétique, celle de la mort.

Finalement, le goût pour la voiture a contribué à créer une société dépolitisée, où l'esprit est longuement mobilisé par la contingence automobile. Et le conservatisme politique joue là-dessus car le capitalisme règne sur l'automobile.

Les choses sont bien connues. On sait le rôle essentiel que joue le secteur automobile dans l'industrie française. Il est, avec l'armement bien sûr, le fer de lance des exportations de Giscard le commerçant. Quant aux compagnies pétrolières, on comprend l'intérêt qu'elles trouvent à la grande pagaille des bagnoles.

n'attendez pas...

Alors, n'attendez pas que des mesures énergiques soient prises : limitation généralisée des vitesses, contrôle du bon état de marche de la machine, investissements de sécurité, obligatoires. Toutes ces mesures augmenteraient le prix de la voiture ou la rendraient moins attractive.

Alors on continue. Le gouvernement facilite, au mépris de toute logique économique le transport routier de marchandises alors qu'il subventionne la SNCF et renforce sans cesse le réseau que les poids lourds abiment.

Pendant ce temps notre société s'entretient sur les routes, l'automobile polluée, les transports collectifs sont négligés. Il en sera ainsi jusqu'à ce qu'une autre société transforme les rapports économiques et au delà, l'environnement du destin humain. En attendant le meurtre collectif va continuer. Le jeu des pouvoirs publics sera toujours de traiter les excès de l'automobile comme une forme moderne de criminalité : le jeu des constructeurs automobiles et des groupes de pression d'incriminer l'infrastructure.

Il y a eu 207 morts pendant le week-end de Pâques. Mais n'est-ce pas, c'était l'accident des autres. Et chacun retourne à l'inconscience.

Pascal HONORE ■

armée

un général chez les non-violents

« Si en 1933, en Allemagne, il y avait eu un million d'insoumis, les choses seraient peut-être devenues autres... » C'est un général qui parle ainsi, en réponse à une question sur les insoumis qui ont entrepris depuis un mois une grève de la faim (1) ; il a été le commandant en chef des parachutistes en Indochine et a combattu en Algérie. Aujourd'hui, il approuve les insoumis : il s'appelle Jacques Paris de Bollardière.

CELBRE pour avoir démissionné de l'armée après avoir protesté contre la torture en Algérie, revenu au premier plan de l'actualité lors de sa controverse avec Massu — son camarade de promotion à Saint-Cyr —, engagé depuis par ses témoignages au procès des inculpés du F.L.B. ou en faveur des paysans du Larzac, il a rejoint les non-violents et parcourt avec eux les réunions sur le problème de l'armée. A l'appui de la non-violence, le général de Bollardière offre d'abord son exemple personnel. « Des hommes que j'estime, que j'estime encore, ont été trompés et piégés par un système affreux » : c'est la révolte contre la torture qui l'a amené à combattre la violence que notre société pose en institution, dans le travail, la famille, les rapports entre pays riches et sous-développés...

« Les véritables réalistes, estime-t-il, sont les non-violents : l'histoire du monde a montré qu'elle était efficace. » Si le nouvel engagement de Jacques de Bollardière repose d'abord sur sa foi personnelle d'humaniste et de chrétien (« La grandeur de la France, grâce à sa vieille tradition, humaniste et chrétienne, est de défendre la paix, non de vendre des armes »), son témoignage nourrit les débats.

Un jeune militant intervient et expose, avec beaucoup de précision, ce qu'est la non-violence : « Elle n'est pas le pacifisme, elle ne signifie pas la non-confrontation. Il s'agit d'amener l'adversaire sur le terrain de la non-violence, de l'empêcher d'utiliser la violence. » Toutes les questions ne sont pas résolues pour autant : lorsqu'il s'agit de défendre sa vie, jusqu'à quel point peut-on rester non-violent ?



« Les armes furent de tout temps les instruments de la barbarie. Elles ont assuré contre l'esprit le triomphe de la matière, et de la plus passante. Constantement la raison en fut opprimée, le jugement bafoya, le talent meurtri. Point d'erreurs, qu'elles n'aient défendues, points d'ignorants qui n'y recouraient point de brutes. » Charles de Gaulle, Le Fil de l'Épée

La non-violence suppose par essence que l'adversaire faisant preuve d'un minimum de logique, refusera d'aller jusqu'à l'absurde, jusqu'à la solution finale : mais face à un génocide ?

Les rapports militaires qui gouvernent aujourd'hui les relations entre les pays ou entre les groupes sociaux, les termes du débat font que la question mérite d'être posée : violence, où est ta victoire ?

En prenant soin tout d'abord de rappeler aux non-violents, et au général Paris de Bollardière, ce qu'écrivait Clausewitz : « La guerre n'est jamais que la continuation de la politique par des moyens différents. » Et que le meilleur moyen de s'attaquer à la violence est peut-être de s'attaquer à la politique — aussi.

J.-F. M.

(1) Cf. • TS • n° 576 et 577.

l'école dans la ville



Jean-Marie PELT.

L'écologie, l'environnement, l'anti-pollution, c'est à la mode. Mais dans l'émission que Monique Tosello et Jean Lallier ont consacrée à ces problèmes (« Portraits de l'Univers — 14 mai, 2e chaîne), « L'école dans la ville », on en parle d'une façon sérieuse. Emission qui a accroché, s'adressant à des auditeurs considérés comme citoyens adultes. Ce qui n'est concevable, bien sûr, qu'en dehors des heures de grande écoute...

METZ : ville industrielle, aux frontières de deux cultures, traumatisée par les horreurs de la guerre, où le chauvinisme de 14-18 n'est pas encore effacé, ville aux richesses artistiques et naturelles, 300.000 habitants, dont 120.000 travailleurs immigrés, où l'on construit énormément, où augmente la criminalité d'une manière inquiétante...

Une ville qui bouge. Où les jeunes se posent des questions, rêvent de leur ville, cherchent à y apporter des changements. Mai 68 est passé par là. Dans cette ville, des sociologues, professeurs, toxicologues, écologistes, biologistes, ont réussi à convaincre la municipalité de les aider à créer l'Institut européen d'écologie.

De quoi s'agit-il ?

A écouter son directeur, Jean-Marie Pelt, on en rêve de cet Institut ! Il sera ouvert à tous, on pourra avoir le droit à la parole et à la connaissance, on pourra venir sans contrainte. Un enseignement non subi, mais choisi, hors des contraintes que connaît l'université. Une véritable école dans la ville. Des scientifiques qui veulent unir leurs spécialités et leurs travaux pour définir avec les gens de Metz les vrais besoins de l'homme, de l'homme urbain d'aujourd'hui.

Du toxicologue au sociologue, en passant par les biologistes c'est de l'homme que part la démarche scientifique qui doit mener à une conception de la ville. Découvrir ce qu'est la « niche écologique » de l'homme, et organiser la ville en fonction de cette étude : c'est le contraire de la démarche technocratique.

Roger Klaine, sociologue, pense que la ville doit être un « écosystème » harmonieusement organisé où tous les âges, tous les intérêts seront représentés et satisfaits, un lieu de mélanges, de contacts. Actuellement cet écosystème est détruit par les voitures, on ne flâne plus dans les villes. Pour qui la rue est-elle faite ? C'est une question que l'on ne se pose jamais... Parfois, on pense à autoriser une rue piétonnière, un jour précis de la semaine (samedi par exemple) pour des raisons commerciales, mais non pour satisfaire la simple curiosité intellectuelle.

rabougris

Marcel Robin, autre sociologue de l'équipe, rêve d'une vie plus communautaire. Les gens, pense-t-il, ne « rêvent plus assez leur vie », ils se reposent trop sur des institutions. Il faut commencer « à balayer devant sa porte » et retrouver un peu de force en soi pour changer la vie. Au cours du tournage — mais ceci n'apparaît pas dans l'émission — il avait déclaré que des solutions communautaires pourraient être trouvées par des gens ayant un budget modeste — au lieu d'être des consommateurs « rabougris » se croyant obligés d'acheter tout ce qu'on leur propose (toute la gamme d'appareils ménagers par exemple).

Tous, Marcel Robin, Jean-Marie Pelt ou Roger Klaine, dans cette émission, font un véritable appel à l'ETRE.

Ces idées, ces réflexions, ces recherches, on sent bien jusqu'ou elles nous emmènent, au delà du cadre d'une émission scientifique. Les auteurs de l'émission n'ont pas voulu pousser leurs interlocuteurs sur ce terrain-là.

Pourtant, derrière les propos et les images se profile en clair cette vérité d'évidence, qui n'est pas pour nous une découverte, que la science n'est pas neutre... Cet institut d'écologie-là, s'il veut déboucher sur du concret, aura sans doute du mal à faire bon ménage avec une société du profit et de la consommation...

Françoise Claire ■

du côté de chez nous...

LA période de l'été approche. Vacances ou pas, ce sera un moment de calme relatif par rapport à l'agitation ordinaire. C'est donc l'occasion de prendre un peu de recul sur quelques problèmes de construction du socialisme et d'approfondir une formation souvent défectueuse !

Or, cette année, plusieurs de nos camarades ont fait un effort pour livrer quelques réflexions non seulement aux militants du Parti mais plus largement à tous ceux qui ne sont pas indifférents à l'originalité politique du PSU. Faut-il rappeler ici l'existence du Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » qui a déjà été diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires ? Il est pour tous les sympathisants et, « a fortiori », pour tous les militants, le livre de base.

Bien sûr, ce manifeste n'est pas toujours d'une lecture très facile car on ne peut pas demander à un Congrès politique de produire des romans. « Questions à l'Etat socialiste », « Les nationalisations » et « Le Marché commun contre l'Europe » ne sont pas non plus des romans. Un public très large peut cependant les lire aisément. Michel Rocard, dans « Questions à l'Etat socialiste », réfléchit d'abord sur ce que sont devenus les espoirs révolutionnaires du début du siècle de changer la nature de l'Etat puis de le supprimer ; le spectacle de l'Union soviétique n'est pas encourageant. Mais il se demande surtout si, en France même, les pratiques d'un certain

gauchisme ou du stalinisme ne sont pas, elles aussi, porteuses d'illusion pour l'avenir du socialisme dans notre pays.

Les nationalisations également peuvent être une illusion. En tout cas, elles l'ont déjà été, comme le montrent Philippe Brachet et Jacques Gallus ; alors, à quelles conditions cette conquête centrale des travailleurs en régime socialiste ne sera pas une fausse appropriation des moyens de production ? C'est pour répondre à cette question que le problème de la hiérarchie et de l'autogestion dans l'entreprise est évoqué dans ce petit livre.

Bernard Jaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard se sont, eux, attachés à un aspect international du socialisme français : son rapport avec les firmes multinationales et avec l'Europe. Quelle Europe, quels moyens de lutter contre cette nouvelle forme de l'impérialisme moderne que sont les firmes multinationales, voilà des questions auxquelles la gauche donne peu de réponses et auxquelles nos camarades ont réfléchi.

En cherchant plus précisément à faire œuvre de formation, André Barjonet et François Borella abordent un domaine différent mais aussi important.

Dans son « Initiation au marxisme », Barjonet a ainsi l'ambition d'aider les « débutants ». Certes, il existe déjà plusieurs ouvrages de ce genre, mais ils sont souvent trop longs et rebutants. Barjonet

est, au contraire, très clair et sans détails inutiles. Voilà donc le livre idéal pour « celui qui n'y comprend rien ».

Enfin, dans son livre « Les partis politiques », François Borella guide ceux qui n'y voient pas très clair dans le paysage politique français. Bien sûr, en deux cent cinquante pages, il est très difficile de faire un exposé de tous les partis français qui soit totalement satisfaisant ; paradoxalement, c'est même du PSU dont notre camarade a le plus de mal à exprimer l'originalité. Mais ceux qui ne sont pas familiarisés avec la sociologie politique trouveront là une bonne introduction, à partir d'un terrain concret.

D'ici le début de l'été, « TS » donnera d'autres indications bibliographiques à l'attention de tous ceux qui veulent profiter de cette période pour se détendre sans perdre leur temps. Il était légitime de commencer par conseiller les livres de nos camarades. D'abord, parce qu'en les achetant, vous vous assurez une lecture intéressante, ensuite parce qu'en la même occasion, vous contribuez d'une manière agréable au budget du Parti, surtout si vous passez vos commandes à la librairie de « TS ». Avis aux amateurs !

Lucien SAINTONGE. ■

— Manifeste du PSU. Tema. 10 F.

— Michel Rocard. Questions à l'Etat socialiste. Stock. 25 F.

— Ph. Brachet, J. Gallus. Les nationalisations. Cerf. 9 F.

— B. Jaumont, D. Lenègre, M. Rocard. Le Marché commun contre l'Europe. Seuil. 6 F.

— A. Barjonet. Initiation au marxisme. Ed. Universitaires. 15 F.

— F. Borella. Les partis politiques. Seuil. 6 F.

Tous ces livres en vente à la librairie de « TS ».

théâtre à nancy

par des chemins étroits

PAR des chemins étroits, le Festival de Nancy cherche son originalité.

Il y a quelques années, faire venir en France des troupes du monde entier était une démarche importante en elle-même. Elle l'est moins aujourd'hui, où beaucoup de troupes viennent isolément montrer leur travail. Le Théâtre des Nations éclaté, l'Action culturelle du Sud-Est d'Antoine Bourseiller, le Théâtre de la Cité internationale sous l'impulsion d'André Perinetti, nous ont permis, ces dernières années, de suivre le travail de grands metteurs en scène comme Grotowski, Eugenio Barba, Luca Ronconi et de découvrir la pratique de jeunes troupes surtout nord-américaines.

L'originalité de Nancy doit donc obligatoirement être autre. On peut la chercher dans une mise en contact des troupes entre elles et dans une qualité particulière de l'écoute.

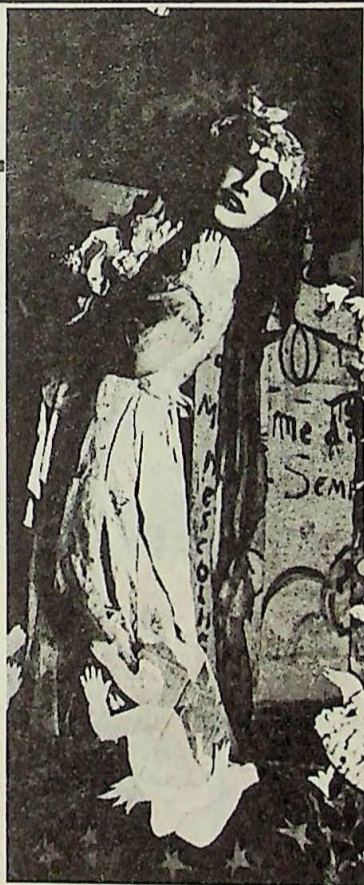
Cette qualité de l'écoute était frappante, il y a deux ans, quand a été présenté le **Regard du sourd**, de Bob Wilson. Jamais pendant les représentations parisiennes qui ont suivi celles de Nancy, ni pendant le plus récent marathon de vingt-quatre heures pendant lequel la troupe de Wilson a joué sans discontinuer **Ouverture**, on n'a retrouvé cette attention des étudiants de Nancy, cette endurance réceptive devant un spectacle difficile.

Cette attention, nous la retrouvons cette année devant ce que le festival propose de meilleur, devant, par exemple, « l'auto sacramental » de l'âme à la recherche de sa liberté joué par le **Teatro a Comuna** de Lisbonne, ou devant la lecture des **120 jours de Sodome**, de Sade, par la Compagnie **Beat 72** de Rome. Elle tient aux conditions mêmes du Festival, festival de travail pourrait-on dire (il est très différent en cela du Festival d'Avignon), proposant par jour jusqu'à quatre spectacles dont, peu à peu, les impressions se décantent, permettant discussions, comparaisons, début d'analyses.

Mais il est évident que tout, dans ce qui est présenté à Nancy, ne mérite pas cette attention réflexive. Une fois de plus, le problème du choix se pose. Pour une troupe comme « **La Candelaria** », de Bogota, qui explique son option politique à partir de ce qu'est en Colombie la lutte des classes, lui donnant sur le plateau une réalité très simple, très quotidienne, combien se contentent de reprendre les schémas éculés du théâtre de dénonciation (**York Shoestring Theatre**), ou se confinent dans l'inutile.

Et ceci est d'autant plus sensible que le Festival ne définit pas clairement ses buts.

Un autre rôle important qu'il peut jouer, et qu'il joue en effet, est celui de médiateur entre des troupes d'origine et de langue différentes, mais dont les intentions se rejoignent. Le Festival, en ne choisissant pas, en laissant un éventail très ouvert entre recherche pure et



Noce chez les petits bourgeois (B. Brecht).

action par le théâtre, fait que cette rencontre ne peut pas pleinement s'accomplir. On sent quel instrument de prise de conscience, quel arsenal de moyens d'action il pourrait être, s'il optait vraiment.

S'il ne le peut, ce n'est évidemment pas à lui tout seul qu'il faut s'en prendre. Même rusan avec elles, il dépend des options politiques de la France en général, et de Nancy en particulier. Il serait aussi vain d'attendre de lui plus qu'il ne peut donner que de rejeter en bloc les possibilités d'interaction qu'il ouvre entre quantité de troupes du monde.

Dominique NORES ■

les 120 journées de Sodome

LECTURE puissante de l'œuvre de Sade, la représentation donnée par le **Beat 72** (Italie) est une plongée dans l'horreur, dans l'acharnement triste des grandes fêtes sexuelles. Pas de décor, mais des lumières étonnamment réglées, qui dessinent les salles basses d'un châteaueu.

La fête, c'est la fête XVIII^e siècle avec ses danses sautillantes, ses tableaux vivants exaltant les amours masculines (le duc s'y présente en empereur romain couronnant ses favoris) et l'amour courtois aux flèches de carton brillant. Mais c'est surtout la chair fragile vouée à la souffrance se montrant dans l'ouverture de vastes redingotes noires, où les ventres nus tressautent et, à la lisière des masques collés sur la peau, une dénonciation aiguë de la puissance de l'homme sur l'homme.

Par des moyens très différents, et à partir d'œuvres qui ne se ressemblent pas, Giuliano Vasilico, le metteur en scène, tient le même propos que Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdeuil montent le **Woyzeck** de Buchner : l'opresseur tire sa force de la soumission voulue des victimes. Vincent et Jourdeuil, parlant de l'Allemagne nazie, disaient que l'hitlérisme ne s'explique que par le consentement à subir d'une énorme masse de gens.

Les fêtes sadiques, montrant les victimes hurlantes et terrorisées, mais choisissant leur torture et exaltant cela même qui les fait souffrir, participent à la même leçon. Pas de maître sans la volonté puissante dans la chair même de l'homme d'être esclave. Une grande représentation sur un grand thème.

D. N. ■

choisir son camp

- DECEMBRE, film algérien de Lakhdar Hamina.
- LE COMLOT, film français de René Gainville.

UNE image reste, celle des « soldats perdus »... Perdus par le mensonge ou par les illusions dans lesquelles on les a entretenus, à moins qu'il ne s'agisse tout simplement de la perte de leur raison d'être. A quoi pouvait servir une armée coloniale, une fois les colonies émancipées ? Que défend cette armée ? Jamais posées, ces questions sont pourtant sous-jacentes dans le film de Gainville, **Le Complot**. Histoire simple : dans le mois qui suit les accords d'Evian, un quarteron d'officiers de l'OAS qui ne se résigne pas à la paix, tente de faire évader le général Challe de la prison de Tulle. Ce **Complot** est déchiré de conflits : conflit entre les « durs » et les « mous » de l'OAS, ceux qui veulent porter la guerre au cœur d'un pays « avachi », ceux qui sachant déjà la bataille vaine, tiennent à limiter la casse ; conflit entre la police officielle, habituée « à fiché

les truands plus que les officiers de l'Etat-Major » et peu motivée pour lutter contre cette subversion-là et la police parallèle que dirige un « chargé de mission », mi-barbouze, mi-agent électoral ; conflit dans l'esprit même du commissaire divisionnaire (Michel Bouquet) chargé de la lutte anti-OAS, entre un déchiement politique qu'il comprend et le souci de maintenir « l'ordre républicain ». « La police, dit-il, servira le gouvernement légitime... ou celui qui le deviendra ».

La « grande muette » traquée par les hommes de main du gaullisme qui emploient tous les moyens de l'illégalité et de l'arbitraire au service de la loi et de l'ordre : le spectacle est plaisant, même si l'on sent parfois quelque... complaisance à l'égard des factieux. C'est entendu, ils sont condamnables, mais parce qu'ils ont perdu. Et s'ils avaient gagné ?

Mais pouvaient-ils gagner ? Plaidoyer pour les soldats perdus, ou du moins appel à notre compréhension, ce film qui évoque un traumatisme dont ni le pays, ni l'armée ne se sont encore remis — on le sent dans les réactions aux manifes-



tations lycéennes — doit prendre garde à ne pas vendre, en même temps que le suspense, une réhabilitation morale de l'OAS. On leur avait menti...

Car qu'est-ce que ce traumatisme en regard de ceux qu'évoque **Décembre** ? Les voilà, les origines profondes du **Complot** et du déchiement : déchiement entre ceux qui font de la torture une institution et ceux qui y répugnent encore — pour combien de temps ? — complot des offi-

ciers qui passent outre aux ordres de leurs supérieurs pour mener une politique qui est celle de l'Armée contre celle du gouvernement. La torture...

Entre celle de la gégène des parachutistes, celle de cet officier, noble, bon chrétien, humaniste, qui fait mine de faire fusiller quinze otages ramassés dans la rue devant le responsable FLN qu'il veut faire parler, celle infligée à tout un peuple dont les racines de l'humiliation plongent au delà de la mémoire des vieillards, quelle différence ? Une différence de degré et non de nature.

le fer, le feu, le sang

« Plus tard, tu comprendras ». Devant le père humilié par le colon, l'élève par l'instituteur, le grand disait au petit, d'attendre ; dans ces images qui repassent devant ses yeux, la colonisation avec ses pillages et ses meurtres, il puise la force de subir pour assurer la revanche. Les manifestations de Décembre 1960 auront lieu.

Film algérien sur la guerre d'Algérie, **Décembre** explique le **Complot**, film français sur la guerre de France. Les images du premier effacent celles du second : il n'est plus possible de comprendre ou de pardonner. A celui qui serait tenté de dire : « Chacun ses traumatismes », le fer, le feu, le sang de **Décembre** rappellent qu'il faut choisir son camp.

Thierry MORUS ■

REGARDS POLITIQUES

■ **MOI Y'EN A VOULOIR DES SOUS**, fr., de Jean Yanne. — La classe ouvrière que montre Jean Yanne ne connaît pas les grèves contre le salaire au rendement, le ralbol contre les cadences et les petits chefs. Quel rapport avec la vraie ? (cf. T.S. n° 571).

■ **THEMROC**, fr., de Claude Faraldo, avec Michel Piccoli. — De la révolte contre l'enfer de la société actuelle surgit, comme un cri guttural, le sur-saut primitif... (cf. T.S. n° 571).

■ **L'AN 01**, fr., de Gédé et Jacques Doillon. — L'apprentissage de l'insubordination collective : demain, la prise du pouvoir ? (cf. T.S. n° 571).

■ **ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE**, fr., de Gérard Pirès. — L'enfer de la vie en banlieue, la course continuelle, le bruit, la vie dingue ; faut-il en rire ou en lutter ? (cf. T.S. n° 568).

■ **ETAT DE SIEGE**, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. — A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans « T.S. » n° 567).

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 556).

OUVREZ LES YEUX SUR VOTRE TELE... DU 17 AU 22 MAI

● Jeudi 17 mai, 3^e chaîne, « Profil » : Ouvrez les deux yeux sur Moshé Dayan...

● Dimanche 20 mai, 22 h 15, 1^{re} chaîne, « Pug Wash, un combat pour la paix » : Il y a 15 ans, dans cette petite ville du Canada, on voulait promouvoir la paix... Mais on se bat partout dans le monde, à quoi cela sert-il ?

● Dimanche 20 mai, 20 h 45, 1^{re} chaîne, « Baisers volés », de François Truffaut : « Que reste-t-il de nos amours », c'est la couleur désuète de ce film charmeur !

● Dimanche 20 mai, 19 h, 3^e chaîne, Le Festival de Nancy (cf ci-contre).

● Mardi 22 mai, 19 h 55, 3^e chaîne, Vie pratique : « Hôpital, silence ! ». Regardez bien cette émission et envoyez-nous des témoignages. Beaucoup de choses à dire à ce sujet...

cinéma 73

MAI ★ 176

CINEMA QUEBEC

★

LES CINEASTES AMERICAINS ET LA QUESTION INDIENNE

★

LE CINEMA DES REPUBLIQUES FEDEREES D'U.R.S.S.

★

LE JEUNE CINEMA ALGERIEN

★

LES BULGARES A PARIS

★

en vente partout 4 F

un monoprix de la culture ?

« P ENDANT douze jours, nous avons eu sous les yeux une gigantesque foire au spectacle, parking de la culture, une fausse fête du théâtre. »

Ces lignes extraites du n° 6 du journal du Festival sont certes excessives mais nullement insignifiantes : elles ont le mérite de poser quelques problèmes et de manifester une morosité qui ne s'explique pas uniquement par les débordements policiers du 1^{er} mai.

En premier lieu, on peut regretter l'absence de discussions collectives sur le sens de ce festival, sur la valeur et la portée des spectacles présentés. Ce manque de débats transformait le festivalier en consommateur boulimique, toujours à l'écoute d'une rumeur qui semblait établir la cote des représentations, indiquer les endroits où il fallait se rendre, les spectacles qu'il fallait avoir vus et comme dans ce festival, rien de ce qui nous était présenté n'était indifférent, en fait chacun de nous était emporté par la frénésie de tout voir, sans que s'instaurât une distance critique collective qui seule aurait permis de donner une signification globale à l'événement. Eparpillement, dissémination, absence de réflexion collective, consommation hystérique, nous étions effectivement dans un monoprix de la culture... Et il a fallu le 1^{er} mai, quelques manifestants sur la place Stanislas (ils avaient quitté le cortège officiel qui s'était tiré dans les limites permises) pour que chacun en vint à réfléchir sur son

rôle de spectateur. L'intervention policière, extrêmement agressive, les arrestations, la place Stanislas, interdite aux passants, et presque tous nous nous interrogeons sur le pourquoi du festival et sur le pourquoi de notre présence à Nancy.

Mais il serait malhonnête de masquer la diversité, l'extrême richesse, l'intérêt de ce festival. Tout d'abord, nous ne sommes pas près d'oublier la mise en scène brésilienne (Pao et circo, de Sao Paulo) de « La noce chez les petits bourgeois » de Brecht. Tous, pliés par le rire, nous avons applaudi cette parodie burlesque, bouffonne qui saccageait aussi bien la tradition brechtienne que toutes nos illusions occidentales. Mettre la farce au service de la critique la plus implacable de la petite bourgeoisie et de ses rites, allier férocité et bouffonnerie, voilà une formule rêvée de théâtre populaire.

Le spectacle japonais (sur les passions dramatiques de Waseda Shogehijo) s'adressait sans doute à des spécialistes mais comment ne pas être fasciné par la force, l'expressivité, la violence intérieure de l'actrice Kayoto Shiraischi ? Comment oublier « Républiques » du Théâtre Studio de Varsovie où l'on en vient à ressentir physiquement l'horrible espérance quasi biologique de ces êtres déjetés dans des dépotoirs ?

Mais il faudrait citer bien d'autres troupes, et tomber dans le travers de l'énumération et du catalogue. Un festival ne devrait pas pouvoir se résumer à une liste si prestigieuse soit-elle. Mais en l'occurrence, peut-on parler de festival ?

François Barbet. ■

chanson

la revanche de la poésie

Les chansons de Jacques Bertin réconcilient avec la poésie, une poésie qui n'a rien à voir avec celle dont on fait les ministres de la Culture. Des chansons que vous chercherez en vain sur les ondes : « les radios bavardes » ne tendent pas la main vers la sébille de ceux qui s'accompagnent avec des cocktails Molotov. Une poésie qui est la revanche des mots, ces mots dévoyés, prostitués, à qui l'on fait tout dire et d'abord le contraire de ce qu'ils signifient. Une poésie qui n'est pas que des mots mais qui, chargée de la pesanteur d'une voix qui tisse des liens tendus comme la corde de sa guitare, acquiert une consistance et une saveur comme celle de la toile cirée, de la tartine de gros pain de

campagne et du bol de café chaud et fumant dans la tasse ébréchée. Un souvenir.

Des chansons qui ne croient pas qu'il suffit de dire « révolution » pour être engagé ; une poésie qui croit que l'engagement le plus profond est dans cette possibilité que donne la chanson de parler, de se parler, de communiquer et de comprendre, et les choses, et les hommes. De toute façon, il ne se prend pas au sérieux même s'il croit profondément à ce qu'il chante. Comme si la vie tenait à l'épaisseur d'un mot, à la lueur d'un vers, au timbre d'un accord.

Une chanson que vous auriez aimé dire, une poésie comme celle que vous auriez voulu faire, si vous aviez pu, si vous aviez su. Question de temps, question de chance, question de liberté : il suffit de passer le pont. Les poètes ont beaucoup de choses à nous dire sur le monde et sur nous-mêmes, des choses que nous sentons, des choses que nous savons, mais qui en nous étouffent comme l'explosion d'un matin de misère ou d'un soir d'amour. Ecoutez.

J.-F. M. ■

Quatre disques 30 cm. Paris chez B.A.M.

TEP
direction Guy Roland
théâtre national
26 avril - 31 mai
FRANK V
durrenmatt
17, rue malte-brun - paris-20^e.
m° gambetta - tél. 636-79-09.

COLOMBES



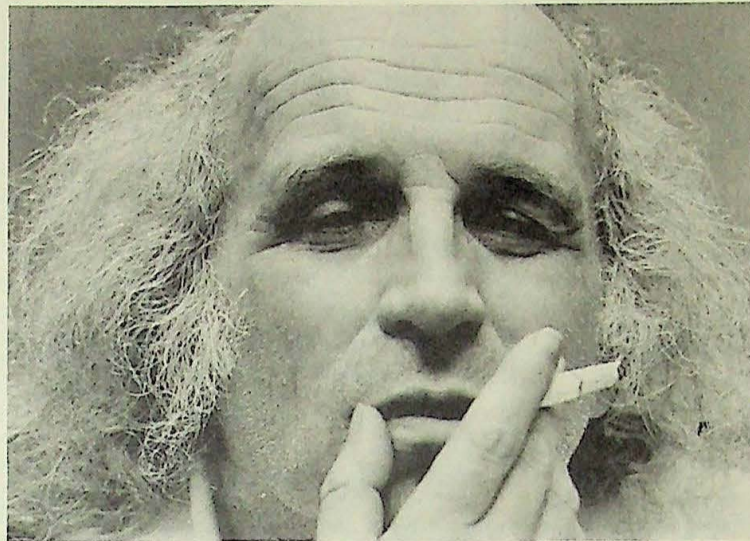
26-27 mai

Sur les 30 hectares des terrains annexes du stade de Colombes, il y aura :

— Un podium central devant lequel se produiront les groupes folk, pop, rock et certains chanteurs (Léo Ferré, Mouloudji, Simone Bartel, etc.).

— Un chapiteau d'une capacité de 4 000 places où se produiront des troupes de théâtre, des chanteurs.

— Une structure gonflable de plusieurs centaines de places, pour le cinéma et la vidéo.



léo ferré

Il a même interrompu ses tournées et reviendra spécialement d'Italie. Les « victimes » de ce choix sont invitées à la fête de Colombes !

AU programme

— Un grand restaurant libre-service central, pouvant débiter des milliers de repas à prix modiques.

— Des stands de groupes révolutionnaires et écologiques.

— Une garderie d'enfants avec théâtre, marionnettes, jeux.

— Des forums-débats sur les problèmes de l'école, de l'armée, de la libération des femmes, des travailleurs immigrés, sur l'autogestion, etc.

— Une exposition militante d'arts plastiques qui se tiendra à l'intérieur d'un gymnase couvert... et bien d'autres choses !

frank wright

alan silva

L'une des formations à être allé le plus loin dans la musique de free-jazz et donc dans l'expression poussée à ses extrêmes.



catherine ribeiro + alpes

Certains pensent que c'est « le meilleur groupe pop français ». Il nous suffit qu'il soit excellent et qu'il réponde au mieux à l'idée que nous nous faisons de la fête révolutionnaire.



musique, théâtre, variétés

● Samedi 26 Mai, à partir de 16 heures.
Colette Magny, J. Sommer, Béranger, P. Barouh, Daddi.

Catherine Ribeiro + Alpes, Kandahar, Alan Silva, Frank Wright, Mahjong, Catharsis.

Théâtre : Les Négriers.

● Dimanche 27 mai.

Simone Bartel : Hommage à la Commune de Paris ; Mouloudji, Christiane Perrin, Brigitte Fontaine, Areski, Serge Kerval, Gilles Vigneault, Perception, Rhésus, Léo Ferré.

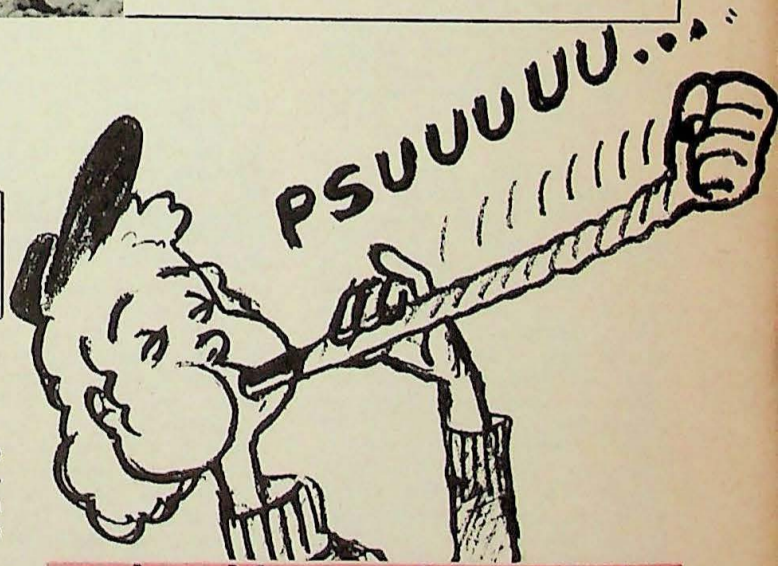
Théâtre : El Azziz.

Cabaret : Rufus

audio-visuel

- 1 — Cinéma.
— Projections de films dont : « Ba Ba » sur l'Ecole ; « l'Ordre Règne », « Le Sel de la Terre », « L'Heure des Brasiers », « Octobre à Paris », « Ville à Vendre », « Un été à Nantua », « La parcelle », « Le Soulèvement de la Vie », « Les Paysans en colère ».
- Deux débats :

- l'un sur le cinéma militant parallèle, avec la participation de groupes militants,
 - l'autre sur le cinéma commercial engagé, avec la participation de Marin Karmitz, auteur du « Coup pour Coup », le réalisateur de « Soleil O », Med Hondo, le réalisateur de « Mektoub », etc...
- 2 — Vidéo.
Un « mini-studio » video fonctionnera en permanence et sera à la disposition des camarades. Un débat permanent sur l'utilisation militante de la Vidéo sera organisé.



prix d'entrée : 10 F

Tous les bons de soutien vendus au prix de 10 francs avant le 26 mai, donneront droit à une entrée permanente durant les deux jours. Seront vendus sur place, des billets au prix de 10 francs, ne donnant droit à l'entrée que pour une seule journée. Enfants de moins de 10 ans : entrée gratuite.

Yves BAUME, Marc BEAUFRERE, Jacques BUSSE, J.-Cl. CHASTAING, Claude DAROTCHETCHE, Serge de TURVILLE, FLEURY, Gérard FROMANGER, GASQUET, Raymond GEORGEIN, Roger LEBRETON, Francis NAVES, Jean RABASCALL, Juliette RAMADE, SABADEL, Jean TISSERAND, THOMPSON, Jean VAUGEUIS, Michel SALIN, Claude PICART.